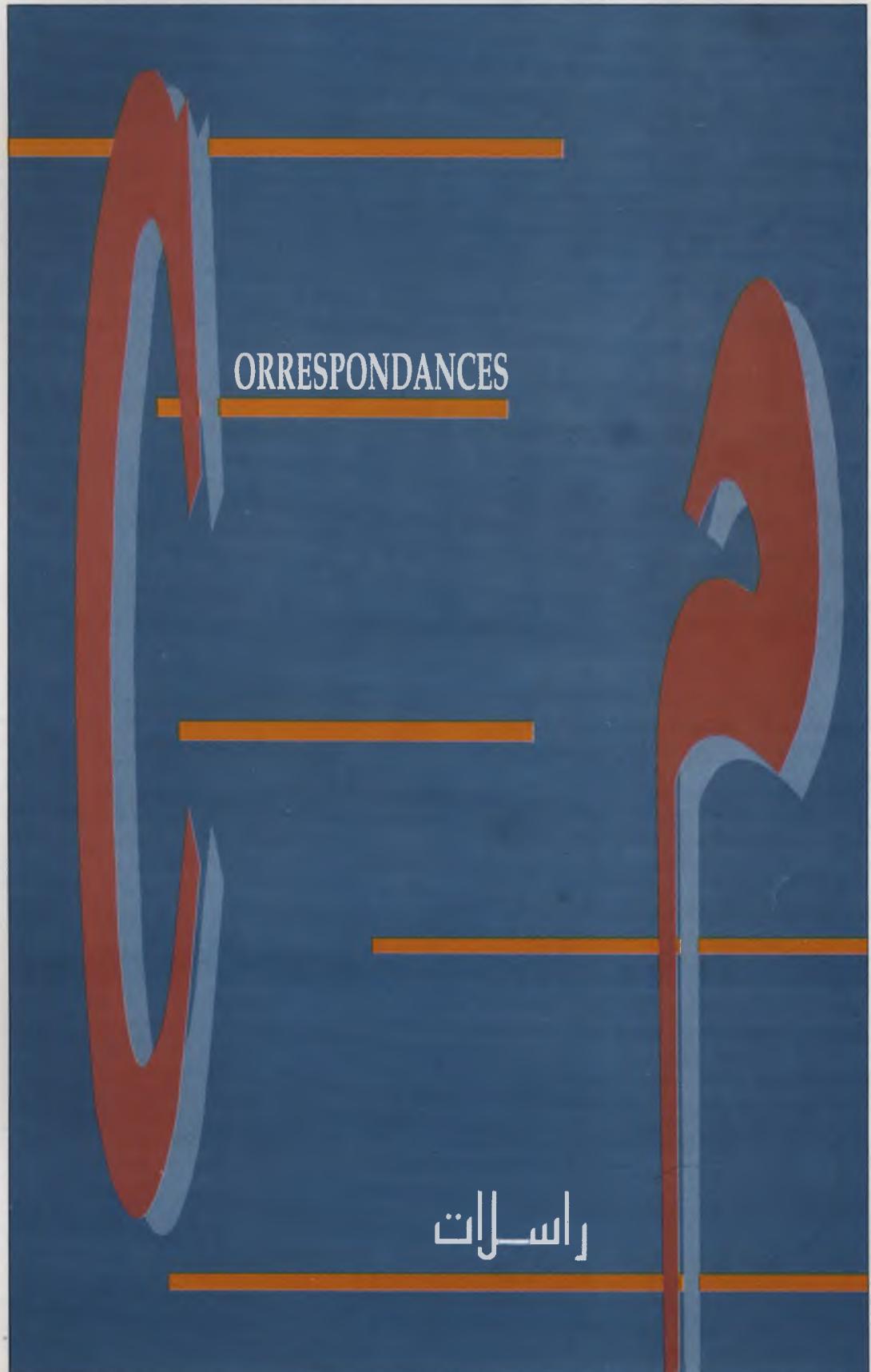


CORRESPONDANCES



CORRESPONDANCES

راسلوات

---

C O R R E S P O N D A N C E S

Bulletin d'information scientifique

Directeur de la publication  
Michel CAMAU

Rédacteur en chef  
Robert SANTO-MARTINO

Rédaction  
Jean-Pierre CASSARINO  
Mohamed ELLOUMI  
Olivier FENEYROL  
Alain JAUVION  
Mohamed KERROU  
Mostafa KHAROUFI  
Susan OSSMAN  
Anne-Marie PLANEL  
François SIINO

Mise en page  
Besma OURAÏED

*Correspondances* est publié par  
l'institut de Recherche  
sur le Maghreb Contemporain

IRMC TUNIS  
20, rue Mohamed Ali Tahar  
Mutuelleville - 1002 TUNIS  
Téléphone : (1) 79 67 22  
Fax : (1) 79 73 76  
Télex : 18080

IRMC RABAT  
Ambassade de France  
Service Culturel, Scientifique et de Coopération  
1, rue d'Annaba - RABAT  
Téléphone : (7) 76 96 40  
(7) 76 96 41  
Fax : (7) 76 14 75

Cette publication ne peut être vendue  
Abonnement gratuit sur demande  
3000 ex. Imprimeries Réunies

*L'écriture des sciences sociales, effet de recherche ou recherche de l'effet, admet plusieurs modes (érudit, formaliste, didactique, descriptif,...) qui pour témoigner chacun d'un aspect de la manière et des tentations de la connaissance des choses historiques, contribuent par leur dissemblance à désespérer les tenants d'une syntaxe savante unifiée et - ce qui est sans doute plus embarrassant - à entretenir autour de ces discours l'image d'une rhétorique indécise mais censée parler précisément de quelque chose.*

*Outre son propos de recherche, ses considérations sur les figurations de l'Etat algérien et son sujet propre : la trajectoire complexe, exemplaire et singulière de l'émir Abdelkader, l'ouvrage de Bruno ETIENNE ramène à ces problèmes. Parce que ce livre se joue des genres (les relations biographiques, autobiographiques, historiques,...) les croise, les juxtapose en assurant la maîtrise de leurs règles propres (ou de leurs travers) il se prête à une lecture plurielle. Luc BARBULESCO loin de vouloir en restituer ou en épuiser toutes les pistes, se propose ici d'en livrer les moments et les questionnements majeurs.*

**La vie exemplaire d'Abdelkader ou :  
"Ce jour-là, les croyants se réjouiront"**

**Lecture-discussion de Bruno ETIENNE :**

***Abdelkader. Isthme des isthmes (Barzakh al-Barazikh)***

Paris : Hachette, 1994, 500p.

*Luc BARBULESCO  
est enseignant-chercheur.  
Il a traduit de nombreux  
ouvrages de l'arabe.  
Ses domaines de recherche  
concernent la littérature  
arabe moderne,  
l'islamologie et  
les influences culturelles.*

On se gardera bien de lire ce livre de Bruno ETIENNE, paru récemment, comme une simple biographie : la trajectoire apparente de la vie de l'émir Abdelkader, en effet, ne se trouve là décrite, étape après étape, station après station, que pour différer la découverte d'une trajectoire seconde, plus secrète, et qui, dans un développement elliptique, passe par trois points : le *jihâd* (en ses deux figures de guerre extérieure contre les impies et d'ascèse contre l'impiété intérieure), la *hijra*, ou exil volontaire, et le *kitmân*, ou silence du myste. Cette courbe mène donc à la connaissance (à un certain ordre de connaissance) et non pas au Salut, comme nous le verrons lorsque nous en serons venus à l'examen des questions que suscite la lecture de ce livre fort riche qui, au rebours des biographies classiques - dont on peut noter que c'est aussi, sous le nom de *terjama*, un genre traditionnel dans la littérature arabe - ne nous donne pas la mise à plat, la mise à nu d'une personnalité, mais bien au contraire nous communique le sentiment d'un mystère plus profond à mesure que nous progressons dans la connaissance du héros éponyme. On pourrait comparer cet ouvrage à celui que V.M. MONTEIL avait consacré il y a quelques années à la figure de Lawrence d'Arabie ; mais le mystère dont s'enveloppait ce dernier livre résidait essentiellement dans la personnalité complexe et déroutante de l'organisateur de la Révolte arabe, alors qu'il se trouve ici dans l'objet même de la quête et de la geste de l'Emir. Cette présence du mystère, à vrai dire, on la décèle dès l'enfance, et si l'auteur évite fort heureusement de donner à son récit des premières années l'allure d'une hagiographie, il n'en demeure pas moins que le jeune Abdelkader passe des seuils successifs, qui sont autant d'initiations, le rôle d'initiateur étant tenu d'abord par sa mère, qui lui apprend les lettres, puis par ceux auxquels le confie son père, lui-même *moqaddem*/chef de la *zawiya*/loge de Mascara, et membre de la confrérie *Qadiriyya*, dont le futur Emir porte le nom du fondateur, un Persan de Gilan. Cette formation intellectuelle, morale et spirituelle du jeune homme - qui devient aussi, ceci n'est pas négligé, un sportif accompli - se trouve couronnée par un voyage circulaire qui le mène, avec son père pour guide, aux Lieux

Saints d'Arabie, en Mésopotamie sur le tombeau d'Abdelkader El-Tilani, et enfin à Damas, sur celui du "Cheikh al-Akbar", Ibn Arabi, auprès de qui, à l'autre extrémité de sa vie, l'Emir lui-même sera enterré.

L'auteur se fait ensuite historien pour retracer, avec une précision et une objectivité que tempèrent ses fréquentes incursions dans la subjectivité de son personnage, les vicissitudes de la résistance à la pénétration française, quinze années d'attaques et de retraites, de conquêtes et de repis, de "karr-ou-farr", terminées par une reddition faite dans l'honneur et qui, loin de signifier la fin de la course terrestre de l'Emir, va au contraire lui imprimer une nouvelle direction.

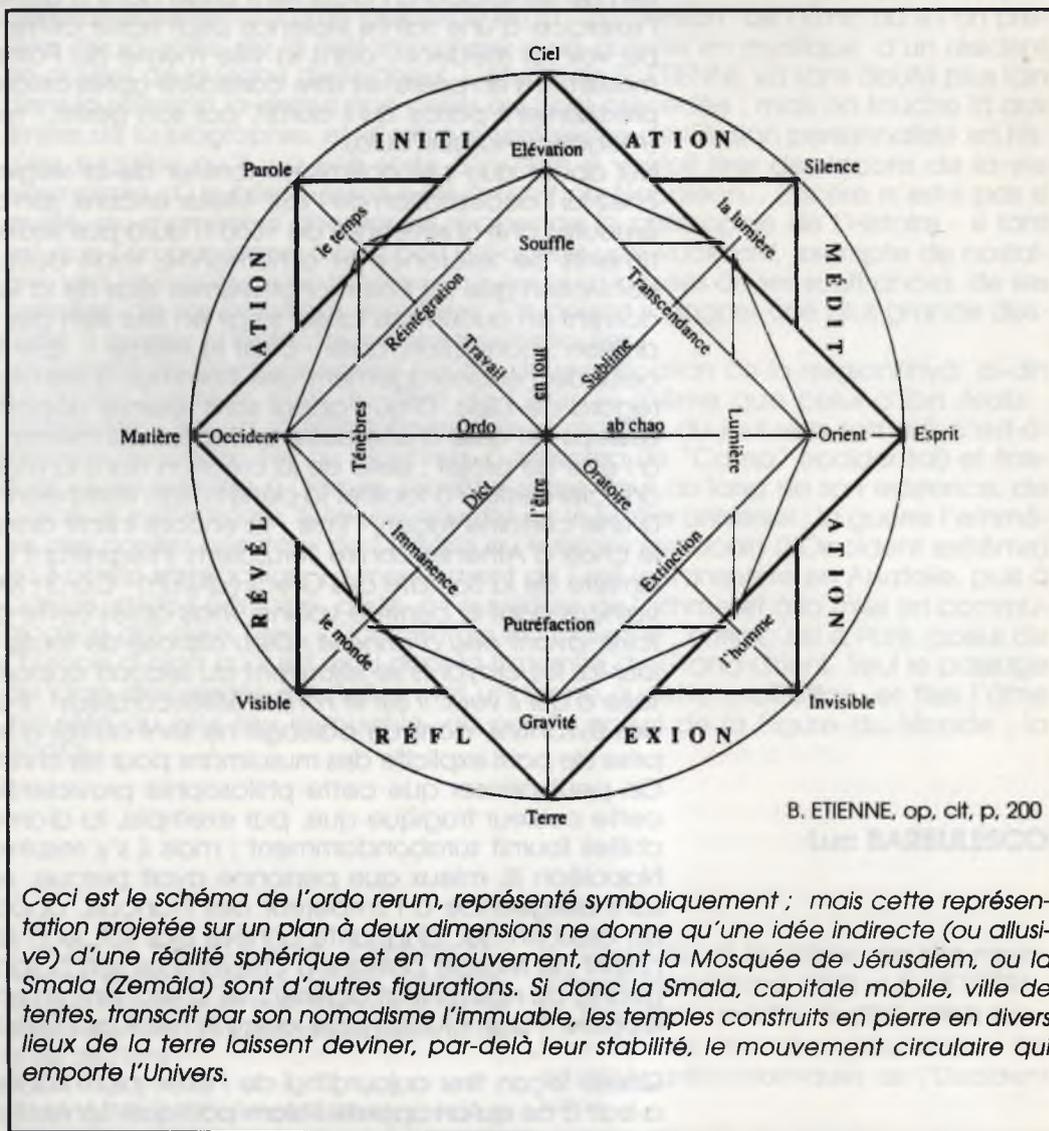
Dans cette partie de l'ouvrage, la dimension proprement politique de l'action d'Abdelkader est soulignée, non seulement sous l'aspect de la "construction de l'Etat", mais aussi sous celui des dissensions internes, des oppositions parfois, des résistances venues de son propre camp que le Résistant eut à affronter. Il faut savoir gré à l'auteur, qui est un spécialiste de sciences politiques, de n'avoir dissimulé ni l'ambition très réelle de l'Emir, sa volonté de puissance attachée à créer, à partir d'un état de bienheureuse anarchie, un Etat rationnel et centralisé, mieux : une construction géométrique, ni les oppositions tout aussi réelles que manifestèrent certains éléments de la société musulmane de l'espace algérien ; cette rébellion interne à la Révolte, cette négativité travaillant de l'intérieur le Non jeté par l'Emir à l'armée d'occupation, se nourrissait essentiellement, instinctivement pourrait-on dire, de la résistance des "tribus" à entrer dans le cadre géométrique - fût-il encore en projet - de l'Etat rationnel bâti sur le modèle voisin et contemporain de celui de Méhemet Ali en Egypte, ou celui des *Tanzimat* en Turquie. Le mot "tribu", aussi bien, convient mal pour désigner ces communautés autonomes et enracinées, entretenant les unes avec les autres des rapports d'égalité, proprement internationaux ; il serait préférable de parler, à l'instar de Mouloud Mammeri décrivant les "ighil" de Grande Kabylie - à une époque il est vrai antérieure - de "cités", tout aussi jalouses de leur souveraineté, de leur liberté d'action que les cités grecques. Que ces tribus vissent d'un mauvais oeil les menaces qui pesaient sur leur antique liberté, rien de plus naturel... d'autant plus que, dans cet Etat nouveau et autoritaire, le caractère bienfaisant (on dirait aujourd'hui : l'aide apportée au développement) apparaissait moins clairement que la volonté de contrôle social et l'organisation fiscale.

Pour autant, les résistances opposées par l'Est ne se changèrent pas en opposition ouverte, et encore moins en trahison mais la limite de l'action politique de l'Emir apparaît mieux à l'occasion de l'épisode du siège de Ayn Mahdi non loin de Laghouat : l'enjeu était là, en effet, rien de moins que l'établissement de l'Etat unitaire par l'élimination du chef de la confrérie *Tijaniyya*, qui représentait une double concurrence : politique et symbolique (religieuse). La résistance fut réduite, la ville prise, mais grâce au concours apporté par les Français.

A partir de sa reddition, l'Emir va opérer en lui-même (ou verra s'opérer en lui-même, on ne sait exactement) une véritable conversion de la pensée, qui l'amènera à apporter son adhésion entière et sans réserve et à sa situation d'exilé, et à la domination française, et à l'ordre du monde. On ignore - ce qui aura secrètement donné le branle à ce mouvement d'adhésion : admiration sincère du militaire pour son vainqueur ? Amertume provoquée par la trahison des siens - ou, ce qui revient au même - leur tiédeur - ? Extinction brusque du feu de la jeunesse au passage de la quarantaine ? Mais une fois cette conversion opérée, toute l'organisation mentale et spirituelle de l'Emir, désormais "homme de chapelet", va la justifier, son ardeur militaire et réformatrice se changeant en *amor fati*.

Quelle est donc la religion d'Abdelkader ? Par son insistance sur la doctrine du *tawhid*/unification, par sa répudiation de certaines formes de religiosité populaire - on le voit ainsi regarder sans grande sympathie la visite de la *zawiya* de son père d'un de ces gyrovagues à l'habit d'arlequin qui entretiennent auprès des simples l'idée d'un contact élémentaire et talismanique avec le divin - l'Emir est incontestablement proche des *Wahhabites* qu'il a pu connaître lors de son premier pèlerinage, et dont l'intense activité dans la Péninsule arabique avait déjà réussi à fonder un Etat dirigé par les Al Seoud, avant que celui-ci ne fût défait militairement par Ibrahim Pacha.

Mais par son appartenance confrérique à la *Qadiriyya*, par sa méditation constante et fervente de l'enseignement du "Cheikh al-akbar", l'Andalou Ibn Arabi, il relève d'une autre dimension, il va vers un lieu/*maqâm* situé bien au-delà des oppositions classiques islam-confrérique, islam-clérical, ou religiosité de type magique, piété personnelle. Qui sait si la Franc-Maçonnerie déiste, découverte tardivement, ne lui aura pas fourni cette formule à la fois doctrinale et opérative à la quête de laquelle toute la seconde partie de sa vie s'identifie. On a même parfois l'impression, à lire certaines formules qu'il donne de l'union mystique, que sa conception de Dieu s'apparente au spinoziste *Deus sive Natura*, et qu'entre le créateur et la nature créée se dessine une union indissociable et magnifique comme celle des deux lettres arabes *Lam* et *Alif*.



Ceci est le schéma de l'ordo rerum, représenté symboliquement ; mais cette représentation projetée sur un plan à deux dimensions ne donne qu'une idée indirecte (ou allusive) d'une réalité sphérique et en mouvement, dont la Mosquée de Jérusalem, ou la Smala (Zemâla) sont d'autres figurations. Si donc la Smala, capitale mobile, ville de tentes, transcrite par son nomadisme l'immuable, les temples construits en pierre en divers lieux de la terre laissent deviner, par-delà leur stabilité, le mouvement circulaire qui emporte l'Univers.

Une chose est sûre, cependant, c'est l'absence d'une dimension proprement messianique : l'islam d'Abdelkader est celui d'un Ommeyyade, il est ordonné à l'établissement d'une communauté juste, où le bonheur des *'ibâd*/sujets-adorateurs irait de pair avec la permanence des hiérarchies légitimes ; nulle trace, dans cette construction d'une utopie raisonnable, de la mémoire de la tragédie atroce de *Kerbela'*, nulle référence, aussi bien, à l'ouverture de l'histoire vers la venue d'un Messie/mahdi dont l'attente frappe d'illégitimité tous les pouvoirs établis seraient-ils musulmans - et surtout s'ils sont musulmans.

Il est vrai que l'Emir se voit parfois donner le titre de "Rédempteur", mais il s'agit d'un artifice littéraire ; et lorsque, pendant la période de résistance militaire, un "Mahdi" se lève au sein d'une tribu, c'est contre lui. La seule pierre de touche de la légitimité du pouvoir, pour Abdelkader, traditionnel en cela, c'est qu'il respecte et applique la Loi divine (la *sharī'a*, qui n'est divine que par son origine, mais tout humaine dans son application et son fonctionnement). Les sujets du Prince ne se révolteront contre lui que si leurs docteurs/'*ulamā'* parviennent à leur démontrer que celui-ci est en rébellion contre Dieu ('*usyān al-Khāleq*). Or, l'on n'a jamais vu, depuis quatorze siècles qu'il existe des oulémas, que ceux-ci aient jamais constaté une telle rébellion... Ce n'est pas dans les écrits de l'Emir que l'on pourrait trouver des incitations à hâter la venue de l'Heure/*al-sā'a* ; on n'y lit rien de semblable à l'argument utilisé dans d'autres communautés, selon lequel l'exercice d'une sainte violence peut hâter cette venue ; c'est ainsi que l'on a pu voir tel médecin, dans la ville même du Patriarche, tuer une trentaine de musulmans en prière, et être considéré après cela comme un héros par les siens, précisément parce qu'il aurait, par son geste, "rendu plus proche notre Salut" (*meqarrev ha-gue'oula*)...

Nul doute que cet optimisme foncier de la religion d'Abdelkader aura facilité chez lui l'acceptation de l'exil. Mieux encore, son attitude à Damas pendant les émeutes anti-chrétiennes de 1860 n'aura pas seulement été dictée par des sentiments de tolérance et d'humanité, mais aussi, plus profondément, par la conviction que les trois monothéismes issus de la Révélation faite à Abraham ne doivent en aucun cas laisser surgir en leur sein des occasions de scandale et de division ; conviction, aussi - c'est la même - que leur message authentique est celui de l'encouragement des hommes à mettre en valeur le monde sous le regard de Dieu. D'où l'appui sans réserve apporté par l'Emir à l'entreprise de Lesseps (et aussi à une autre entreprise du même, moins connue car demeurée à l'état de projet : celle de la création dans la région de Gabès d'un grand lac artificiel destiné à faciliter la pénétration européenne en Afrique).

D'une certaine façon, l'Emir - là encore inscrit dans une longue tradition - faisait le choix d'Athènes contre Jérusalem, interprétant l'actualité contemporaine à la lumière de la Sourate des Grecs (*al-Rûm* - Coran XXX v.1 à 5) : "Les Grecs ont été vaincus dans la contrée voisine, mais après cette défaite, ils remporteront la victoire, avant peu d'années ; Dieu dispose de toute chose, en tout temps ; et, ce jour-là, les croyants se réjouiront du secours apporté par Dieu, qui donne la victoire à qui Il veut. Il est le Fort, le Miséricordieux". Il est à noter que les adversaires des Byzantins, dans ce passage ne sont autres que les Perses, et qu'il y a donc prise de parti explicité des musulmans pour les chrétiens, contre les zoroastriens.

On peut penser que cette philosophie providentielle de l'Histoire manque de cette couleur tragique que, par exemple, la dramaturgie historico-politique des chélites fournit surabondamment ; mais il s'y respire une grandeur certaine, que Napoléon III, mieux que personne avait perçue. Aussi bien Abdelkader, en faisant allégeance à l'Empereur des Français, apportait-il son soutien au neveu de celui en qui, cinquante années plus tôt, le Philosophe d'Iéna avait reconnu l'Esprit du Monde passant à cheval sous son balcon... Tout compte fait, les dirigeants du nouvel Etat algérien, se cherchant un enracinement historique, développaient une intuition juste lorsqu'ils firent de l'Emir leur précurseur.

Quelle leçon tirer aujourd'hui de l'*exemplum* kadérien ? D'abord une leçon qui a trait à ce qu'on appelle l'islam politique. La restitution de l'itinéraire d'un grand intellectuel-chef de guerre-prince temporel, telle que cet ouvrage nous la propose, nous donne l'occasion de percevoir les attaches essentielles qui lient, dans une société musulmane, l'exercice du pouvoir politique à la culture morale et religieuse du peuple (ou, plus précisément des '*ibād*). Or, l'islam politique (comme l'islam personnel, du reste) se trouve enraciné dans une philosophie qu'il faut bien qualifier d'occidentale, si l'on a quelque respect pour la vérité objective et pour les faits de l'histoire des idées. Loin d'être des lieux distincts, en effet, l'Orient et l'Occident sont des positions/*mawâqif* que l'esprit occupe successivement, dans ce combat avec l'Ange (ce '*jihād*) qu'est la vie de la pensée. Et que sera la *Nahda*/Risorgimento arabe, au tournant du siècle, sinon la rencontre

féconde de l'Europe et de l'arabité, aux fins de l'établissement d'une nouvelle Palmyre ? S'il est un enseignement profane de la trajectoire d'Abdelkader, c'est bien que la quête de l'Orient est partie intégrante de l'aventure occidentale, et que l'Islam est d'Occident, qu'il en est une modalité particulière surgie et développée au sein de la culture arabo-sémitique. Rien de plus éloquent à cet égard que les événements actuels en ex-Yougoslavie, où l'on voit les M/musulmans demander ouvertement le soutien de l'Occident ... et ne pas l'obtenir...

Cela donc, la démonstration de l'inanité de l'opposition Orient-Occident est un des acquis de l'ouvrage de B. ETIENNE. Ajoutons encore les éléments précis qu'il apporte à la construction d'une théorie de la construction de l'Etat, appliquée aux sociétés musulmanes de l'époque moderne. Enfin - mais ceci demeure une question ouverte - il y a ce problème de la "conversion" de l'Emir, ou si l'on préfère, de sa volte, de la métamorphose d'un guerrier en mystique, d'un résident en ouvrier de la vigne du seigneur. L'étude de B. ETIENNE va sans doute plus loin dans la réflexion là-dessus que celles qui l'ont précédée ; mais on touche là aux limites de la biographie, et la critique tolstoïenne de l'illusion personnaliste en histoire suggère qu'il y a une sorte d'inutilité à vouloir tirer des leçons de la vie exemplaire d'un héros, serait-il Koutouzoff ou Napoléon... Encore n'est-il pas si inutile, au moment d'aborder les rivages de la philosophie de l'Histoire - si tant est que l'on parvienne à bon port - d'opérer une *Rücksicht*, exempte de nostalgie, vers les traces qu'un homme singulier aura laissées de ses souffrances, de ses pensées, de ses ambitions singulières. On pourra y gagner une plus grande dextérité à manier la dialectique Unversel-Particulier.

La volonté de réenracinement /*ta'asil*, de revivification de la religion /*ihyâ' al-din* (d'où est formé le nom du père de l'Emir, le même que celui d'Ibn Arabi : Mohyeddin) trouve sa métaphore dans la marche du jour vers son *asil*, c'est-à-dire son couchant. Né au Maghreb, à Mascara (le "Camp" occidental) et finissant sa vie terrestre à Damas, l'Emir ne cesse, tout au long de son existence, de parcourir cette trame, telle une navette sur le Métier universel : la guerre l'emmène des confins orientaux de l'Algérie au territoire marocain (l'Occident extrême) où il opère sa reddition. Le mouvement de l'exil le transporte en Anatolie, puis à Damas ; mais il participe, de là, à l'ouverture de l'isthme et à la mise en communication des deux Mers, l'Occidentale et l'Indienne ; enfin c'est à Paris, coeur de l'Europe d'alors qu'il est reçu dans la fraternité du Grand-Orient. Seul le passage au plan des vérités éternelles met un terme à cette oscillation, et fixe l'âme inquiète au seul lieu immuable, au point central de la Figure du Monde : la *noqta*.

Luc BARBULESCO

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

S. AOULI, R. REDJALA et Ph. ZOUMMEROFF : *Abd el-Kader* (Fayard, 1994) : compte-rendu historique et précis, qui s'attache essentiellement à la période algérienne de la vie de l'Emir.

M. MAMMARI : *Poèmes kabyles anciens* (Maspéro, 1980) notamment pour la deuxième partie : "le temps des cités"

Y. NACIB : *Chants religieux du Djurdjura* (Sindbad, 1988). Chrestomathie de la poésie spirituelle de ces "*Khwân*" dont l'Emir se méfiait - tout en pratiquant lui-même, dans un autre style, cette même poésie - et qui font l'objet d'une thèse de Brahim SALHI, recensée ici-même.

R. ARNALDEZ : *A la croisée des trois monothéismes* (Albin Michel, 1993) et A. DE LIBÉRA : *La Philosophie médiévale* (PUF, 1994) rétablissent, de manière magistrale, les attaches gréco-islamiques de l'Occident latin.

I. AL-AMMARI : diplomate marocain envoyé par le Sultan Abderrahman auprès de Napoléon III, en 1859, et dont le récit de la mission paru en français sous le titre de *Le Paradis des femmes et l'enfer des chevaux* (Ed. de l'Aube, 1993) reflète, pour la France du Second Empire, une admiration qui fait déjà celle de l'Emir.

Dans son numéro 11 (Octobre 1993), le Bulletin de l'IRMC faisait paraître, dans la rubrique POSITIONS DE RECHERCHE, sous la signature de Kmar KCHIR-BENDANA, le texte de lecture et commentaire de l'ouvrage *Etre marginal au Maghreb*, dirigé et édité par Fanny COLONNA et Zakya DAOUD.

La rubrique, selon le propos qui voulait être le sien dès sa première apparition, s'emploie à l'expression et à la discussion des problématiques.

Les textes proposés occupent volontairement un volume limité et s'efforcent d'afficher d'emblée les termes essentiels de leur argumentation, que ceux-ci soient positifs ou critiques, si ce n'est positifs et critiques. Moins pour éviter les démonstrations trop protocolaires ou trop savantes, que pour essayer de répondre aux ambitions de communication d'un bulletin d'échange, de croisement des informations utiles aux professions de recherche (et disons pour faire court, essayer d'aller à l'encontre de ce sentiment de carence et d'insuffisance de la communication rituellement affiché par la profession).

Parce qu'il est résolument un texte de controverse, la Réponse à Kmar KCHIR-BENDANA par les responsables et initiatrices de l'ouvrage, que le Bulletin publie ici, intervient directement dans cet espace d'expression.

### Réponse à Kmar KCHIR-BENDANA par Fanny COLONNA et Zakya DAOUD, à propos de *Etre marginal au Maghreb*

Paris, CNRS, 1993.

Fanny COLONNA  
est Directeur de recherche  
au CNRS-  
Groupe de Sociologie  
Politique et Morale  
EHESS- Paris

Zakya DAOUD  
est journaliste

Les compte rendus (et notes de lectures), tout comme les autres registres formels de notre production scientifique, sont définis par des règles, plus ou moins explicites il est vrai, qui - pour dire vite - recommandent certaines modalités discursives de production, afin d'en faciliter la réception : fournir des clés de lecture, formuler un jugement clair, afin que le lecteur du second degré sache de quoi il retourne et éventuellement aille - ou évite d'aller - au texte commenté. On pourrait dire, en d'autres termes, que ce genre implique pour le commentateur et d'ailleurs pour l'éditeur aussi, un certain type de responsabilités. La note de lecture de Kmar KCHIR-BENDANA ne tient pas vraiment compte de ce contexte prescriptif, elle livre seulement la lecture embarrassée d'un livre apparemment jugé embarrassant.

Essayons de savoir pourquoi. Formellement, est-ce parce qu'il s'agit d'un volume composite, en tout cas du point de vue et des terrains, et des époques et des angles adoptés ? Mais ceci est encore assez souvent la règle dans la série de l'*Annuaire de l'Afrique du Nord*. Ajoutons qu'à cette dispersion de fait répondait un argument (une sorte de plate-forme problématique) qui est rappelé longuement dans l'introduction et sur laquelle nous aurons à revenir, et aussi les liens, croisés "en étoile", qui unissent de manière plus continue certains des contributeurs entre eux, par-delà les frontières politiques ; sans quoi, on ne lirait aucune cohérence dans et entre ces pages.

Dépassant la forme, nécessairement déconcertante d'un ouvrage collectif qui réunit des gens animés du désir d'écrire ensemble, et non une équipe ou un laboratoire, repérons les objections de fond qui, au milieu de quelques compléments, sont adressées au livre. On peut en voir trois : sur la marginalité telle qu'ici considérée ; sur les liens entre celle-ci et l'individu ; sur les frontières entre disciplines (entre histoire et science sociale), enfin.

Ainsi seraient donnés comme marginiaux des individus ou des groupes qui sont plutôt, argumente K. KCHIR-BENDANA, l'expression d'une diversité sociale : les

esclaves noirs, les pêcheurs, les femmes célibataires, les fuyards... Il suffit d'entreprendre de transcrire cette énumération pour voir que l'objection ne tient pas : s'il y avait bien une place "esclaves" marquée dans le société tunisienne du XVIII<sup>e</sup> siècle, existait-il au même titre une case "fuyards" dans celle du XIX<sup>e</sup> siècle au Maroc ? Formuler ainsi cette question, c'est voir aussitôt l'action, le déplacement, les ressources qui construisent ces positions, tout comme celle des femmes célibataires dans l'Algérie d'aujourd'hui. Et là est précisément l'un des enjeux du livre. En clair, il ne s'agit pas de "diversité sociale" (K.K-B.) mais "d'action qui dérange" (F.C.). Toujours. Ainsi les esclaves dérangent-ils l'orthodoxie religieuse des classes dominantes blanches, sans quoi on ne les "réformerait" pas si régulièrement (Larguèche).

Symétriquement, et toujours à propos de la marginalité, il manquerait dans ce livre, en quelque sorte, du sel : un peu plus de "subversion", "d'innovation" (p. 4), de "déviance" (p. 5). Mais de quoi, par exemple, Allouache parle-t-il dans son interview (p. 225 sq) ? De dérision. De la dérision comme esthétique, au service d'un projet politique. De "subversion", "d'innovation", de "déviance", les pages d'Être marginal au Maghreb ne cessent de parler - et aussi entre les lignes - mais peut-être sous des figures moins repérées, moins attendues, que certains travaux classiques en la matière. Là aussi est un autre enjeu du livre : déplacer la subversion, la chercher ailleurs.

En ce qui concerne le choix de poser la question de l'individu - si on peut dire aussi simplement les choses - en liens avec celle de la marginalité, il semble que le malentendu, tel qu'il est reflété en page 6 du compte-rendu par exemple, tient justement à l'opposition entre deux conceptions de la marginalité : celle nommée "métaphore spatiale" (dans l'introduction), et qui consisterait à occuper "un bord" du social (représenté comme une surface) vs "l'action qui dérange", c'est-à-dire non plus une place, mais des choix, des gestes, des déplacements, mobilisant, comme on dit, des ressources, c'est-à-dire des Institutions, des cadres de pensée, des ruses, disponibles à des degrés divers à diverses époques, et pas seulement aujourd'hui pour les individus et les personnes, comme on voudra, les gens en somme, de manière à construire leur vie.

Dire ceci nous conduit tout droit à la troisième objection relevée dans ce compte-rendu, et qui peut-être serait la clé des deux autres. Doit-on lire ainsi le dernier paragraphe : aucun questionnement, aucune problématique ne peut, en l'état des choses, embrasser à la fois le présent, et le passé, du Maghreb. Il y a en effet, dans ce court texte, un propos d'historien(ne) gardien(ne) des frontières disciplinaires, fixiste, que la sociologue et la journaliste que nous sommes ne peuvent accepter. Comment parler de la déviance "si la norme n'est toujours pas connue" ? Si le "bilan des études" sur les "acteurs sociaux et les médiateurs (?)" n'est pas arrêté. Comment parler de l'ordinaire quand les sources sont encore inexploitées ? Mais précisément en faisant comme Mohamed ENNAJI, qui n'est pas historien, et piétine le XIX<sup>e</sup> siècle de son impatience. En n'attendant pas de permission des archives. En disant des bêtises et en faisant des erreurs. Ça aide. Ça aide même beaucoup. Car la seule manière de casser le Grand Partage, de travailler sur les sociétés maghrébines en termes à la fois d'universalité et d'historicité, est d'exporter la question de l'individu dans le temps afin d'éviter l'essentialisme, et l'idée d'une modernité assimilée au déracinement.

Il y a, à coup sûr, des enseignements à tirer de cet essai de dialogue entre disciplines, dont le principal est que, probablement, le propos théorique du livre, trop diffus, disparaît sous la diversité des registres et des postures, et le zappage qu'elle induit chez le lecteur. Mais tout de même. Relever seulement la longueur du texte de Charif KIWAN, sans évoquer du tout la possibilité qu'elle soit la rançon d'un dispositif méthodologique austère, lui-même lié à des choix théoriques pointus (peut-être pour finir imparfaitement mis en texte...), quelle étrange lecture ! Dans cette optique, la marginalité au Maghreb n'est pas, comme le suggère K. KCHIR-BENDANA en conclusion, une fausse question, c'est, au contraire, la question. Celle qui fait progresser malgré le poids des normes retraditionnalisées par des États autoritaires, celle qui fait avancer l'histoire des individus et donc des droits de l'homme, de la société civile, en somme, de la démocratie.

Paris, le 11 Février 1994

Fanny COLONNA et Zakya DAOUD

Jusqu' alors la rubrique RECHERCHES EN COURS n'a pas fréquemment eu l'opportunité de rendre compte d'une opération collective de recherche et ce, peut-être parce qu'il est davantage malaisé de traduire une cohésion qui dans bien des démarches ne se révèle qu'après coup.

Le texte proposé ici par E. LONGUENESSE et R. WAAST permet de compenser ce déséquilibre. Il présente en outre cette particularité de faire état d'un renouvellement de recherche qui s'opère sur des travaux propres à une équipe, dans la mesure où les options de questionnements exposés reposent sur un premier travail d'équipe déjà conduit à terme.

## **INGÉNIEURS ET MÉDECINS DANS LE MONDE ARABE**

### **Projet de développement et identités professionnelles**

*Elisabeth LONGUENESSE  
est chargée de recherche  
au CNRS-GREMO  
Maison de l'Orient  
Méditerranéen-Lyon*

*Roland WAAST  
est chercheur à l'ORSTOM,  
Département SUD, Paris*

Ce sont des expériences de terrain convergentes qui ont, il y a maintenant près de trois ans, suscité l'idée d'un projet de recherche sur ce thème, soumis dans le cadre des appels à coopération ORSTOM/CNRS.

D'un côté, une réflexion menée au sein du GREMO, à partir du terrain syrien, avait été élargie pour aboutir à une table ronde puis à une publication collective sur les ingénieurs au Maghreb et au Moyen-Orient (LONGUENESSE, 1990). L'étape suivante prévoyait d'élargir la réflexion aux médecins.

D'un autre côté, un groupe de travail de l'ORSTOM avait commencé à réfléchir à la construction d'un rôle du scientifique, dans des sociétés qui n'y accordaient nulle place, et donc à reprendre ces observations, sous l'angle des processus de professionnalisation, conduisant à des "styles" différents de science ; deux tables rondes s'étaient réunies successivement à Paris (1989) et en Algérie (1990) sur ce thème (WAAST, et WAAST & EL-KENZ, 1994).

Enfin, associés à l'un ou l'autre groupe, quelques jeunes chercheurs s'étaient donné un projet de thèse concernant directement ou indirectement l'un ou l'autre de ces deux groupes professionnels, en Syrie, Egypte, Jordanie, ou Algérie. Aux uns et aux autres il apparaissait que ces deux professions, avec des modalités diverses, s'étaient vues promouvoir au rang d'acteurs privilégiés, centraux, d'un dessein de modernisation nationale, anticipant parfois sur la création même des conditions d'exercice de leur fonction. Non seulement en résultent des manières propres de concevoir et de pratiquer le métier, mais une position "d'élites", représentatives et tenantes d'un projet de société, tandis que la crise que maintenant ces professions traversent, peut être également prise pour révélateur des conflits autour du modèle de développement et de civilisation.

#### **Problématique**

La particularité des professions ici étudiées est de trouver leur origine dans la promotion volontariste, par un Etat modernisateur, d'élites techniques. Ce contexte détermine à la fois leur style professionnel (au moins initial), les avatars de leur développement (de l'avènement à la massification puis à la banalisation), les difficultés de formation de leur identité (par la prise de distance avec un simple auxiliaire du projet politique), mais aussi l'importance et l'influence de leur auto-nomisation.

#### ***La formation de professionnels scientifiques très qualifiés est un réel enjeu des stratégies de développement.***

Tout Etat, soucieux de faire participer son pays à la redistribution des chances et puissances en cours dans le monde, s'estime tenu de promouvoir un développement scientifique. La capacité technique apparaît comme un atout majeur, dans les reclassements en cours. La recherche des voies et raccourcis peut varier. Elle passe inmanquablement par la volonté de créer des compétences nationales, autonomes, susceptibles d'innover ou tout au moins de se tenir au fait du meilleur des inventions récentes, pour guider le pays dans des choix techniques appropriés et pouvoir les mettre en oeuvre. Les pays arabes n'y font pas exception.

L'originalité est peut-être que cette prise de conscience soit, dans leur cas, constitutive du discours légitimant, fondateur de "l'Etat modernisateur", qui depuis quelques décennies s'est imposé de façon caractéristique en de nombreux pays de la région.

### **Le discours d'Etat modernisateur**

Avant même de redéployer les politiques, cet Etat doit convaincre que des événements nouveaux appellent au rajustement dans la vision de l'ordre du monde et des hommes, à la réinterprétation des causes efficientes en son sein. Le changement rapide des rapports entre les nations, celui des hiérarchies de la richesse et de la puissance, l'évolution des aspirations individuelles, plaident en ce sens. Reste à produire une interprétation, à la fois persuasive et mobilisatrice. Le "défi technologique", l'obsession du développement et d'un "retard économique", ont ces vertus. Ils soutiennent une nouvelle ambition nationale, ils promettent l'amélioration des conditions personnelles. Ils proposent de maîtriser et d'intégrer les changements du monde par un remaniement culturel qui fait place à la science et à la technique.

Elément du discours modernisateur, le volontarisme technique rencontre une aspiration populaire puissante au mieux-être. Il fait espérer la mise à disposition de biens propres à "changer la vie" ; immédiatement, il promet la diffusion étendue des soulagements qui font les succès d'une médecine scientifique. Médecins et ingénieurs deviennent ainsi les deux figures emblématiques de la technicité. Le discours modernisateur projette vigoureusement les uns et les autres au rang d'élites techniques, avant même que leur fonction soit organisée.

### **Les décalages du discours et de l'action**

Le discours de l'Etat modernisateur génère des politiques, des institutions, des attitudes qui s'inscrivent dans la réalité. La formation des scientifiques devient une priorité, des budgets importants y sont consacrés, des carrières attrayantes offertes, qui valorisent le cursus aux yeux de la société notamment auprès des couches populaires, moins inféodées à des voies précédemment "royales". Au fur et à mesure que prend corps le projet modernisateur, hiérarchies et légitimités traditionnelles menacent d'être bousculées ; de nouvelles catégories sociales voient le jour, de nouvelles sphères d'activité.

Un *premier décalage* vient de ce que les "élites techniques", en commençant de pratiquer, se forment un *style professionnel*. Entendons par là une prédilection pour certains champs d'activité, la référence à des institutions modèles, l'intériorisation de normes professionnelles et d'une conception du métier, en tension avec les *modèles étatiques*.

Plusieurs phases sont à distinguer. Aux premiers temps du programme modernisateur, qui sont ceux de la (re)-création d'une profession, un rôle original se forge. Par la suite, du fait de la diversification des formations, puis de la traduction de ces faits dans l'emploi, de nouveaux styles professionnels s'affirment, que la "banalisation" tendancielle de la profession et la modification actuelle des cadres d'exercice ("la libéralisation") promettent encore de renouveler.

Un *second désajustement* peut s'introduire, entre les *formations* et l'*emploi*. Le discours conduit, avec un décalage de temps, à l'ouverture de formations par l'Etat. L'engouement des familles, espérant la promotion de leurs enfants, porte à les multiplier (ce qui parfois se fait au-delà de la volonté de l'Etat, par l'envoi spontané des jeunes gens à l'étranger, à frais privés). Les institutions où exercer la profession sont le plus souvent forgées par l'Etat, suivant son projet plus que selon des critères techniques. Le *décalage*, entre le moment du discours (qui a lancé les formations) et celui des politiques sectorielles (qui précise les conditions d'exercice), entre le projet modernisateur et les réquisits professionnels, crée un désajustement (quantitatif et qualitatif) des formations et de l'emploi. On ne semble disposer ni du nombre utile, ni de la qualité des cadres nécessaires aux tâches de l'heure. Massification et banalisation sont à l'origine de frustrations sociales et professionnelles, d'où résultent à la fois désengagement et prestations nouvelles vis-à-vis de l'Etat.

Le *troisième décalage* intervient, entre le *discours* (appelant un remaniement culturel qui fasse place à la science), et l'*action* qui (parant au plus pressé ou se défiant des remous idéologiques) établit des formations supérieures, des usines, des hôpitaux mais se préoccupe peu d'une formation intermédiaire à la culture scientifique, largement diffusée. Une attitude de "consommation technique", plus qu'une disposition au "faire", fait aujourd'hui souvent l'objet d'(auto-)critiques, et s'accompagne d'une faible capacité d'initiatives et d'innovation.

### ***Ingénieurs et médecins, deux positions différentes dans le projet modernisateur***

Par la nature de leur métier, par leur position dans le projet d'Etat, par leur place dans les attentes populaires, les deux professions diffèrent. Les uns et les autres sont les vecteurs d'une science qui se veut universelle, aujourd'hui principalement produite dans un Occident qui l'avait lui-même apprise autrefois des Arabes. Mais les premiers ont affaire à la matière, les autres aux hommes.

Les ingénieurs sont impliqués dans les politiques d'aménagement et d'industrialisation ; ils sont les acteurs au quotidien de la modernisation économique et sociale en sa dimension matérielle.

Pourtant, malgré l'énorme effort consenti pour leur formation, on continue à avoir recours à l'aide technique étrangère, alors qu'ils sont en surnombre dans les bureaux ; d'un côté leur formation s'avère inadaptée ; de l'autre, n'est-ce pas aussi l'organisation du travail, les relations professionnelles, les structures politico-économiques qui bloquent la mise en valeur de tant de capacités humaines ?

Les médecins ont à charge de réaliser le bien-être, non à travers l'amélioration des conditions matérielles d'existence mais à travers celle des conditions physiques individuelles. Ils ne produisent ni ne construisent, ils sont au *service* des hommes. Mais le bien-être physique est une notion éminemment subjective, largement déterminée par les conditions sociales et culturelles. La médecine ne peut abstraire sa pratique du contexte au sein duquel elle s'exerce.

### ***Deux figures emblématiques de la science et de la modernité***

Le rapprochement des deux professions est toutefois stimulant. Ingénieurs et médecins sont au sommet de la pyramide des diplômés. Ils se sont aussi professionnalisés et autonomisés à l'égard du projet modernisateur qui avait fondé leur nécessité. Leur nombre croissant les soumet maintenant à une différenciation interne et à un déclassement grandissant. Ils sont aussi sous l'influence croissante des idéologies se réclamant de l'Islam (des plus radicales aux plus réformistes). Leur évolution invite à réfléchir doublement :

- sur les conditions du développement scientifique, en relation avec les conditions sociales environnantes ;
- sur les identités professionnelles, qui se forment et rentrent en compétition dans le cours du projet d'Etat modernisateur et la manière dont s'organisent les solidarités horizontales, au sein d'une société segmentée.

### **Questions et hypothèses**

#### ***Questions à la racine de la problématique***

On cherche donc à comprendre la place particulière de ces deux professions au sein de la société, dans des Etats faiblement industrialisés, où la science et la technique jouent un rôle symbolique fort dans le discours de gouvernement.

Comment ingénieurs et médecins retournent-ils contre l'Etat l'échec de son projet de développement, pour revendiquer une participation au pouvoir ? Comment analyser leur place dans les mouvements sociaux, jusqu'à quel point peuvent-ils avoir un rôle dirigeant ? De quel projet de société peuvent-ils être porteurs ? Quelle signification donner au phénomène islamiste ? Quelle est, enfin, la spécificité pour chacun du rapport entre science et société, avec quelle conséquence sur le vécu professionnel ?

### **Hypothèses de la recherche**

L'eschatologie de la technique peut revêtir un caractère métaphorique. Son intégration au discours fondateur de l'Etat modernisateur crée des "élites techniques", que la société précédemment ignorait.

Leur professionnalisation les autonomise peu à peu. Ainsi prend forme l'une des rares solidarités horizontales qui ait émergé, dans des pays de faible développement industriel, où le poids spécifique de la société rurale reste fort et l'Etat tout puissant, tandis que la segmentarité continue de régir la vie politique. Le projet étatique a paralysé le développement d'un mouvement ouvrier là où il semblait pouvoir prendre forme (Algérie, Egypte). Dans ce contexte, il est apparu que les syndicats professionnels étalent seuls porteurs d'une capacité de mobilisation et de contestation sociale structurée.

*L'hypothèse proposée est la suivante : ce serait la nature du projet volontariste de développement, et la conjonction de la volonté étatique et de l'aspiration populaire, qui donneraient aux nouveaux professionnels diplômés une position centrale dans la société, à l'origine de leur capacité d'autonomisation.*

Les formes originales d'organisations professionnelles, souvent à mi-chemin entre l'ordre et le syndicat, sont le reflet de la place spécifique de ces professionnels dans la société.

### **Des hypothèses complémentaires s'articulent sur la première**

*Deux volontarismes se conjuguent, expliquant la convergence du projet étatique et des aspirations populaires : l'un venant d'en haut, de l'Etat, l'autre d'en bas, de la société. Le désajustement évoqué, entre l'emploi et les formations, n'est pas seulement le résultat de défaillances étatiques mais plus profondément d'une logique sociale marquée par l'influence des images et des symboles attachés aux pays développés.*

*A la différence d'autres professions, le pouvoir symbolique de la science introduit une rupture entre la vision dominante du projet social chez les ingénieurs comme chez les médecins et le vécu des populations. Les premiers croient fonder leur projet sur une conception rationnelle du monde, tandis que les seconds fondent leurs pratiques sur une combinaison de traditions et d'influences culturelles diverses. Ce décalage est renforcé du fait de l'importance des modèles exogènes, dans l'enseignement et la pratique scientifiques.*

Dans la relation Etat/société civile, ingénieurs et médecins n'ont pas la même position. Les premiers, impliqués dans un projet plus matériel, revendiquent un rôle dans la gestion étatique. Les seconds, par leur influence sur les personnes, sont à même de jouer un rôle plus important dans les mouvements sociaux. La médiation des uns est *tendanciellement* plutôt *technocratique*, celle des autres est *plus charismatique*.

### **Les lieux de la recherche**

Quatre pays ont été privilégiés : l'Algérie, la Syrie, l'Egypte et la Jordanie, pour lesquels on pouvait s'appuyer sur des recherches passées ou en cours, sur l'une ou l'autre profession, ou les deux, en approfondissant la comparaison entre les deux professions, à l'intérieur de chacun des pays étudiés, et d'un pays à l'autre.

*Pour l'Egypte, plus que pour les autres pays, on bénéficie des acquis de travaux antérieurs, tant concernant l'histoire des ingénieurs que celle des médecins. C'est dans ce pays que les deux professions sont les plus anciennes mais la politique nassérienne a introduit des bouleversements sociaux de grande envergure qui ont transformé radicalement les conditions de leur pratique.*

Ayant fait l'objet d'études relativement poussées, l'histoire de ces deux professions en Egypte représente un point de référence pour la réflexion d'ensemble, d'autant plus que le modèle égyptien a eu une grande influence sur les autres pays arabes, particulièrement la Syrie et l'Algérie. Egypte et Algérie ont adopté des modèles d'industrialisation semblables, accordant la priorité à l'industrie sidérurgique, ce qui a eu des effets sur les choix de formation d'ingénieurs ; c'est dans ces deux pays que la socialisation de la médecine a été poussée le plus

loin, suscitant des résistances professionnelles importantes ; d'un autre côté la Syrie, unie pendant trois ans à l'Égypte dans la République Arabe Unie, a aussi été marquée par le modèle nassérien, même si la politique d'industrialisation n'a pas été poussée au même point.

L'étude de la profession médicale fait l'objet de la thèse de S. CHIFFOLEAU : son évolution apparaît exemplaire du cheminement de l'ensemble des professionnels. A l'époque nassérienne, l'armée joue un rôle croissant dans la société et à la direction du pays, jusques et y compris à la direction des organisations professionnelles de médecins et d'ingénieurs ; c'est précisément le pouvoir des militaires que la montée en force des courants islamistes a remis en cause depuis quelques années : T. ACLIMANDOS analyse cette position stratégique des ingénieurs militaires.

*En Algérie*, les deux professions d'ingénieur comme de médecin sont apparues très récemment, en rupture avec la société et les modes de pensée traditionnels. A l'époque coloniale, seuls les Français avaient accès aux formations professionnelles scientifiques de haut niveau.

Les premiers ingénieurs algériens, comme les premiers médecins, sont formés surtout en France. Très vite cependant, l'Etat adopte une politique de formation de masse et multiplie les universités. Du fait des moyens assurés par le pétrole, l'effort d'industrialisation a été poussé plus loin que dans les autres pays arabes ; il n'est pas surprenant que l'effort de formation des ingénieurs ait été plus particulièrement orienté vers l'industrie. On se trouve aujourd'hui en présence de plusieurs modèles professionnels d'ingénieurs, selon la génération à laquelle ils appartiennent et la filière de formation qu'ils ont suivie. M. BENGUERNA et H. KHELFAOUI analyse certains aspects de ces évolutions.

Les médecins se sont constitués remarquablement vite en "corporation" à partir de la poignée de professionnels algériens existant à l'Indépendance. La réforme des études médicales, mise en oeuvre au tournant des années 70, a permis une formation en nombre et de qualité. La création de ses structures d'accueil, conçue dans les formes d'une médecine publique, gratuite, égalitaire, préoccupée non seulement de prouesses techniques mais de santé primaire, détermine plus tard de vifs débats idéologiques autour de la "qualité" des soins, étudiés par R. WAAST et Y. BETTAHAR.

*En Syrie*, l'introduction des deux professions, plus récente qu'en Égypte, s'est faite sans rupture brutale. La domination française à l'époque mandataire ne s'est pas accompagnée d'une colonisation de peuplement. Elle n'a pas bloqué, comme en Algérie, l'émergence d'élites scientifiques. Les ingénieurs sont aujourd'hui formés en grand nombre dans les universités nationales. Cette formation de masse, homogène, est assez mal adaptée aux besoins. S. HANAFLI essaye de comprendre quelle conscience les ingénieurs développent de leur position et de leur mission dans le processus de développement économique, compte-tenu des contradictions qu'ils vivent. La profession médicale a suivi une évolution en partie similaire. De plus en plus nombreux, les médecins ont vu leur métier transformé. Comme les ingénieurs, ils ont participé au mouvement de mécontentement des années 1979-1980, et leur syndicat a connu la même reprise en main par le pouvoir. Mais le rapport qu'ils entretiennent à leur pratique reste très différent, du fait du poids du modèle libéral ; la mise en parallèle de l'évolution des deux groupes est instructive des modalités et des limites de la constitution d'identités professionnelles (E. LONGUENESSE).

*Le cas jordanien* était au départ très différent, du fait de la petite taille du pays, de la faible intervention de l'Etat dans l'économie, du poids de la population palestinienne. Pourtant, certaines évolutions récentes le rapprochent des trois autres : la surproduction d'ingénieurs et de médecins, l'importance de l'emploi public, le mouvement de privatisation. Aujourd'hui, à côté d'un secteur privé florissant, la grande masse des jeunes diplômés dépend très fortement de l'Etat pour trouver du travail. Les différenciations sociales sont grandes. L'institution militaire a toutefois ici un poids déterminant dans la gestion du système de santé, étudié par B. CURMI.

Elisabeth LONGUENESSE et Roland WAAST

REPERES BIBLIOGRAPHIQUES

CHIFFOLEAU, Sylvia, 1992, Le monopole d'exercice d'une profession libérale : le cas de la médecine, in *Egypte-Monde-Arabe*, n°11

LONGUENESSE, Elisabeth, 1990, (sous la dir. de), *Bâtisseurs et Bureaucrates : Ingénieurs et société au Maghreb et au Moyen-Orient*, Lyon, Maison de l'Orient Méditerranéen, coll. EMA, n°4

MOORE, Clement Henry, 1980, *Images of development, Egyptian Engineers in Search of Industry*, The MIT Press, Cambridge, Massachusetts and London, England

REID, Donald M., 1974, The Rise of Professions and Professional Organizations in Modern Egypt, *Comp. St. in Hist. and Society*, 16/1

SAYYID, Mustafa K., 1983, *Al-Mujtama' wa-l-siyāsa fi Misr, Dawr jamā'āt al-masalih fi-nizām al-siyāsī al-misrī, 1952-1981* (Société et politique en Egypte, le rôle des groupes d'intérêts dans le système politique égyptien, 1952-1981), Le Caire, Dār al-Mustaqbal al-'arabī

SPRINGBORG, Robert, 1978, Professional syndicates in Egyptian politics, 1952-1970 *IJMES*, 9/3, 1

WAAST, Roland, 1994, *Les communautés scientifiques de pays en développement* (Actes de la Table Ronde de Bondy, 1989), Paris, L'Harmattan (à paraître)

WAAST, Roland et EL KENZ, Ali, 1994, *Recherche et industrie dans les pays du sud* (Actes de la Table Ronde d'Annaba, 1990), L'Harmattan (à paraître)

**Travaux parus ou à paraître dans le cadre du programme de l'ASP**

Médecins et protection sociale dans le Monde Arabe, *Les Cahiers du CERMOC*, n°5, Actes de la Table Ronde d'Amman réunie en février 1992 (publiés sous la responsabilité de B. CURNI et S. CHIFFOLEAU) Amman, 1993.

La problématique de la Table Ronde tournait autour du rôle des médecins, en tant que professionnels, dans la mise en oeuvre de la protection sociale, leurs choix professionnels, la conception qu'ils ont de leur mission, les relations qu'ils entretiennent avec l'Etat d'un côté, les patients de l'autre ; l'hypothèse étant que l'existence et la forme de ces systèmes de protection sont déterminantes dans la définition des conditions des modèles de pratique professionnelle.

**à paraître**

Les résultats des recherches menées dans le cadre du groupe feront l'objet de deux publications, l'une dans *Maghreb-Machrek*, fin 1994, et la seconde dans la *Revue Tiers-Monde*, début 1995.

*Maghreb-Machrek* (4/1994)  
Ingénieurs et médecins dans quelques pays arabes.

- Hocine KHELFAOUI (Université d'Alger, CREAD) : *Médecins du travail et ingénieurs de production : itinéraires et statut social (le cas de l'Algérie)*.

- Brigitte CURMI (CERMOC, Amman) : *Les médecins militaires en Jordanie, précurseurs de la modernité scientifique*

- Elisabeth LONGUENESSE (GREMO, Lyon) : *Ingénieurs et médecins en Syrie, identité professionnelle et mobilité sociale*

- Tewfiq AKLIMANDOS (CEDEJ, Le Caire/IEP, Paris) : *Ingénieurs militaires en Egypte*

- Mustafa K. SAYYID (Université du Caire) : *Engineers, State and the Islamic movement in Egypt*

*Revue Tiers-Monde* (2/1995)  
Professions scientifiques et politique de développement dans le Tiers-Monde

- Elisabeth LONGUENESSE, R. WAAST : introduction

- Lahsen ABDELMAKLI : *Politique scientifique et technologique et formation de "compétences" au Maghreb : le cas des architectes et des ingénieurs de la construction*

- Mohamed BENGUERNA : *Modèles formatifs et professionnalisation des cadres techniques en Algérie*

- Abdelkader DJEFLAT : *Education scientifique et technique et impératifs technologiques de l'industrie en Algérie*

- Sylvia CHIFFOLEAU : *Itinéraires médicaux égyptiens*

- Sari HANAFI : *Ingénieurs en quête d'identité, Syrie et Egypte*

- Nader FERGANI (al-Mishkat, Le Caire) : *Medical doctors and engineers in the Egyptian Market*

Et quelques cas portant sur d'autres régions du monde dans une perspective comparative...

A signaler aussi un ouvrage collectif sur *Santé, médecine et société dans le monde arabe*, à paraître fin 1994 ou début 1995 (PUF/Maison de l'Orient), dont certaines contributions portent sur les médecins, en particulier :

- CHIFFOLEAU Sylvia, *La formation des médecins égyptiens*

- LONGUENESSE Elisabeth, *Les médecins syriens, entre Etat et société*

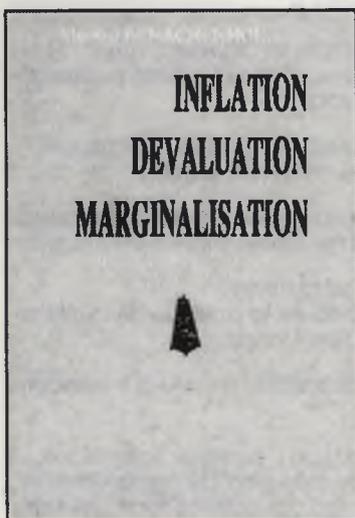
**THESES**

CHIFFOLEAU Sylvia, *La profession médicale égyptienne contemporaine*, thèse préparée sous la direction de Fanny COLONNA, soutenance prévue pour septembre 1994

HANAFI, Sari *Les ingénieurs en Syrie, Elite modernisatrice ou professionnels en quête d'identité*, thèse préparée sous la direction de Michel VIEWORKA, soutenance prévue pour septembre 1994

CURMI Brigitte, *Le rôle des facteurs politiques dans la mise en place et le fonctionnement des services de santé en Jordanie*, thèse préparée sous la direction de Rémy LEVEAU

**BENACHENHOU Mourad.** - **Inflation, dévaluation, marginalisation.** - Alger : Dar Ech'rifra, 1993. - 155 p.



Mourad BENACHENHOU, ancien Directeur exécutif de la Banque Mondiale, livre une analyse en profondeur de l'économie algérienne, une critique des réformes négociées avec les institutions financières internationales et un vif plaidoyer en faveur d'un retour à la rigueur économique.

L'inflation, principal signe d'un dérèglement global de l'économie, met en procès la politique d'industrialisation suivie pendant les vingt dernières années. Elle trouve son origine dans l'accroissement de la demande intérieure inhérent à des augmentations de salaires justifiées ni par l'amélioration de la productivité ni par la pénurie de main-d'oeuvre. L'inflation se nourrit de l'élévation des coûts de production, des prix des biens d'équipement et des produits intermédiaires et d'une gestion déficiente de l'outil de production.

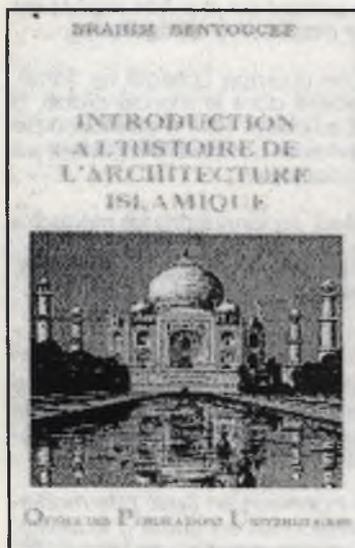
L'économie algérienne a souffert d'autre part de la surévaluation monétaire. Cette politique a introduit des distorsions dans les importations, en contradiction avec les objectifs déclarés de la stratégie d'industrialisation. Les mesures de relance de l'économie, la privatisation partielle ou totale de l'appareil de production ne peuvent réussir que si un frein est mis aux tendances inflationnistes. Or l'absence de ressources financières stables rend difficile le redressement économique. Dans le cadre des négociations avec la Banque Mondiale et le FMI, les gouvernements successifs ont été conduits à adopter des mesures de libéralisation du commerce extérieur qui vont au-delà des règles propres du GATT ; ces nouvelles orientations ont porté préjudice tant à l'appareil de production ainsi qu'à l'approvisionnement rationnel du marché intérieur.

La dévaluation, dans une atmosphère de spéculation tend à accentuer les problèmes économiques du pays ; le secteur Industriel, déjà en crise, n'est pas apte à subir en même temps que la concurrence de produits importés, un accroissement de ses charges financières induites par la dévaluation.

La réussite de la politique de réindustrialisation repose sur l'adoption d'une stratégie de financement extérieur basée sur une réduction du service de la dette ; elle suppose que soit remis en cause le statu quo qui tient lieu de politique financière.

Le rééchelonnement de la dette devient alors une urgence, peu coûteuse si on la compare à son alternative : l'effondrement économique dont est menacé le pays si la politique d'étranglement financier, auto-imposée, se perpétue.

**BENYOUSEF Brahim.** - **Introduction à l'histoire de l'architecture islamique.** - Alger : Office des publications universitaires, 1994. - 196 p.



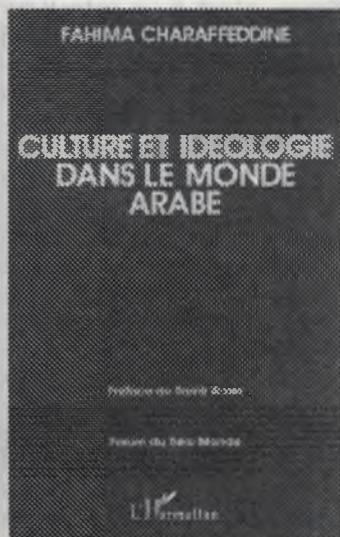
A la manière d'un cours d'histoire critique d'architecture, cet essai s'attache à la description des styles et des écoles regroupés sous le vocable d'architecture islamique, cherchant à la fois à saisir l'identité d'un art aussi bien architectural qu'urbanistique et à rendre compte de son évolution.

L'analyse des formes d'expression de cet art, des moments et des espaces où il s'est déployé, s'élabore à partir d'une double démarche : écarter le raisonnement en termes d'influences qui, au nom d'un mouvement de relais de civilisations, tend à réduire la production architecturale dite islamique à une simple imitation de l'art ancien et antique, masquant par là sa logique propre, et ses références spirituelles ; resituer cette production singulière mais diversifiée par rapport aux contextes historiques au gré desquels s'est épanouie la civilisation islamique.

La première partie de l'ouvrage est consacrée aux cadres sociaux, politiques et culturels dans lesquels se sont formés les deux styles prédominants d'origine, le style syrien des Omayyades et le style mésopotamien des Abbassides, puis les écoles hispano-maghrébine, égyptienne, persane, ottomane et indoue. Après un rappel général des fondements historiques et géographiques de la civilisation islamique, l'auteur évoque les principales caractéristiques de l'architecture qu'il étudie. L'art abstrait y est prépondérant, substituant les surfaces aux volumes et aux reliefs et exploitant largement, pour la décoration de celles-là, les thèmes géométrique, floral et épigraphique.

L'essentiel de l'étude porte par la suite sur une revue des styles et des écoles annoncées, la part principale de cette présentation revenant à l'architecture et à l'urbanisme maghrébins, de ses origines (VII-VIIIème siècles) à la fin du XVème siècle. Largement agrémentée de plans et de dessins, chacune de ces approches cherche à saisir la relation entre les spécificités architecturales et le contexte politique, culturel et socio-économique de leur élaboration.

**BRENIER-ESTRINE Claude.- Bibliographie berbère annotée 1992 1993.-** Aix-en Provence : CNRS : Universités d'Aix Marseille I II III, 1994.-152p.-(Travaux et Documents de l'IREMAM ; 16)



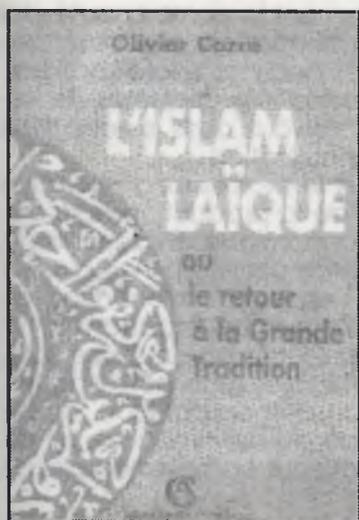
Héritière d'une longue tradition bibliographique sur le champ d'études berbères, illustrée par les travaux de Lionel GALAND (1965-1979) et Salem CHAKER (1980-1992), cette recension critique s'inscrit dans l'édition à paraître de l'*Annuaire de l'Afrique du Nord* 1992.

Se démarquant des orientations antérieures qui privilégiaient la langue et la littérature, cette chronique réalisée en 1993, s'ouvre aux autres thématiques des sciences sociales et humaines et propose une mise à jour pour la période de référence 1990-1992.

L'étude se donne pour objectif d'offrir un panorama de l'ensemble du champ culturel berbère, de la production savante comme des documents audio-visuels, des articles de la presse internationale et des manifestations scientifiques et associatives. Trois pôles de production y sont mis en valeur, les pays du Maghreb, la France et divers pays européens (Pays-Bas, Allemagne, Espagne, Italie, Grande Bretagne, Autriche, Belgique), outre quelques publications en provenance des Etats Unis. Ils traduisent l'internationalisation des études berbères, la diversification des périodiques ou revues servant de support à la production culturelle, le rôle essentiel joué par "la diaspora" berbère dans les manifestations académiques et associatives.

Conçu comme un instrument de travail au service, bien évidemment, des berbérisant, "la Bibliographie berbère annotée" est devenue une référence pour tout chercheur, historien, juriste, politologue, sociologue ou économiste... que des préoccupations scientifiques orientent vers l'étude du Maghreb et des régions saharo-sahéliennes.

**CARRÉ Olivier. - L'Islam laïque ou le retour de la Grande Tradition. -** Paris : Armand Colin, 1993 - 167 p.

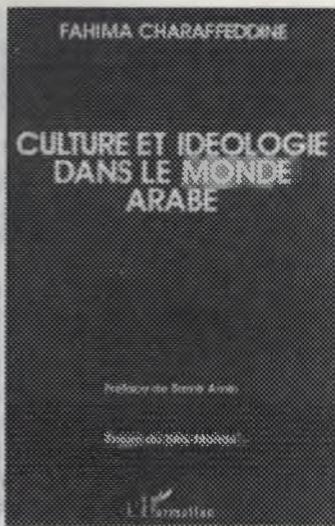


Enracinée dans les consciences occidentales, l'idée reçue selon laquelle l'Islam, par essence, confondrait religion et Etat et représenterait un obstacle absolu à la science et au progrès se double périodiquement d'une peur polémique de "l'Islam en général", dont l'image est associée au terrorisme et au totalitarisme. A l'opposé de ces préjugés, le discours du chercheur défend des positions non exclusives à l'égard de la religion musulmane dont les rapports historiques avec le temporel et le politique laissent plutôt à penser que, à l'instar du christianisme, l'Islam est porteur de la sécularisation, donc de la modernité politique, économique et sociale.

Pour en arriver à cette conclusion, la thèse d'Olivier CARRÉ repose sur la mise en évidence d'une "Tradition longue", tant chiite que sunnite, considérée comme majoritaire à toutes les époques ayant succédé à la période prophétique. Appelée également Grande Tradition, celle-ci représente un large courant d'accommodement et de modération réunissant les intellectuels éclairés de l'Islam post-prophétique et se caractérisant par l'élaboration et la justification d'une véritable séparation du pouvoir religieux et du pouvoir politique. Selon cette théorie, l'orthodoxie islamique du temps présent serait une déviance, "héritière fautive d'un timide réformisme inspiré par les disciples de Ibn Taymiyya", et les extrémistes islamiques actuels seraient à rapprocher des divers groupes minoritaires hétérodoxes des débuts de l'histoire musulmane.

Pour autant, la "sécularisation islamique" ne peut être comparée à la laïcité française, farouchement hostile à la conception communautariste de l'organisation socio-politique qui sert précisément de pierre angulaire à la tradition musulmane. Mais d'autres sécularisations actuelles, en Europe ou en Amérique, prouvent que ce phénomène ne se réduit pas au modèle français. En fait, sur la route d'une laïcité islamique que défendrait un islam débarrassé de la "déviance islamiste", la véritable pierre d'achoppement demeure "les oppositions scripturaires littéraires à l'évolution du statut des femmes", obstacle que l'auteur entend voir dépassé grâce à une lecture "laïque" du Coran et par la voie de la "recomposition d'un système de normativité".

**CHARAFFEDDINE Fahima. - Culture et idéologie dans le monde arabe.** - Paris : L'Harmattan, 1994. - 244 p.



A maintes reprises, les rapports complexes entre culture et idéologies sociales et politiques dans le monde arabe ont été analysés dans une perspective historique. Privilégiant ici une approche de philosophie politique, c'est à un retour sur les concepts (dont les couples modernité/authenticité et spécificité/universalité) qu'invite la réflexion de la philosophe libanaise Fahima CHARAFFEDDINE, à travers une relecture attentive des textes qui ont fondé la pensée politique arabe depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale. Organisée en deux parties correspondant aux grandes tendances idéologiques qu'elle repère, à savoir les courants de pensée moderniste et traditionaliste, l'analyse s'articule autour de l'année charnière 1967. Celle-ci voit en effet se cristalliser sur l'événement politique majeur que constitue la défaite arabe face à Israël le double constat d'un échec plus profond : celui du développement économique et social, d'une unité nationale arabe qui semble plus que jamais hors d'atteinte. Cette période marque ainsi, selon l'auteur, le début d'un processus de décomposition du courant moderniste, dans ses différentes composantes libérale, nationaliste (nassérien et baathiste) et marxiste, qui avait dominé la scène idéologique des deux décennies précédentes en prenant comme critère de civilisation et de modernité un progrès de type occidental. Le discrédit frappant dès lors les pensées "importées" permet dans le même mouvement la recomposition d'un courant traditionaliste (divisé entre fondamentalisme et Intégrisme) basé sur la référence théorique à une "spécificité immuable" et se proclamant seul à même de définir les modalités d'un renouveau civilisationnel et du rapport à l'Autre/Occident. Une mutation en profondeur de la culture politique des pays arabes semble dès lors, selon l'auteur, la condition du dépassement d'un débat idéologique sinon condamné à rester posé en termes irréconciliables.

**ESPACE ET SOCIÉTÉ DANS LES OASIS MAROCAINES.** - Meknès : Université Moulay Ismaïl, 1993. - 262 p. (Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines . Colloque ; 6)



Espaces en pleine mutation, les oasis concernent fortement la communauté des chercheurs qui situent leur évolution au sein des transformations des structures agraires. A partir de l'exemple marocain, à travers des analyses micro-spatiales, les géographes, qui se distinguent par une production liée aux enquêtes de terrain, tentent de décrire les traits organisationnels propres aux oasis, susceptibles de faire l'objet d'actions de préservation et / ou de réhabilitation.

L'enclavement de ces espaces, perceptible à travers le processus d'altération qui les guette (désertification des finages, stagnation de la production agricole, émigration) sont des facteurs explicatifs du retard économique. L'exemple de l'oasis de Tafilalet montre comment l'agriculture, autrefois activité principale, est devenue une occupation d'appoint. Comme d'autres espaces oasiens (Dadess, Todgha, Mgoun, Drâa et Figuig), cette région est devenue un important foyer d'émigration. La mobilité des hommes, "érosive", se présente comme une solution dont les effets sur ces milieux naturels sont indiscutables mais hétérogènes. Lorsque l'émigration ne génère pas une décongestion démographique, cause de stagnation et de désaffection, elle peut être source de dynamisation ou de renaissance de l'économie locale en procurant des revenus complémentaires à l'activité agricole.

L'une des questions qui conditionnent l'activité humaine et l'équilibre écologique est celle de la ressource en eau. Sa rareté (une moyenne de 128 mm d'eau par an sur une durée de trente ans), est amplifiée par des facteurs spécifiques : désertification des finages, salinité des eaux souterraines, vétusté des *séguia*, exiguïté des lopins arables, modes d'appropriation et conflits entre usagers, etc. L'irrégularité du débit des *oued*, des nappes phréatiques et des *khettara* a été sérieusement aggravée par plusieurs années de sécheresse.

Les oasis représentent au Maroc un patrimoine agricole qui manifeste face aux mutations économiques des réactions de dégradation ou d'adaptation. L'ouverture économique de ces espaces conduit, partiellement, à une prise de conscience de leur nécessaire conservation et à une valorisation de produits qui leur sont spécifiques, dont le palmier dattier.

**EXILS ET ROYAUMES. LES APPARTENANCES AU MONDE ARABO-MUSULMAN AUJOURD'HUI. ETUDES REUNIES POUR REMY LEVEAU ; sous la direction de Gilles KEPEL.**- Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994. - 418 p.



Depuis une dizaine d'années, les formations doctorales françaises spécialisées sur le Monde arabe et musulman ont favorisé un renouvellement de la recherche appliquée à cette région, dont on peut mesurer aujourd'hui les effets. A cet égard, la création en 1985, sous l'impulsion de Remy LEVEAU, du programme "Analyse du Monde Arabe Contemporain" du DEA d'études politiques de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris s'est révélée une initiative particulièrement importante.

*Exils et Royaumes* en apporte témoignage : il offre des aperçus sur une série de travaux de doctorat en cours ou achevés, dont les auteurs ont pour dénominateur commun le fait d'avoir travaillé, à "Sciences Po", sous la direction de Remy LEVEAU. C'est dire que les dix huit études réunies et Introduites par Gilles KEPEL suscitent l'intérêt non seulement pour leur contenu intrinsèque mais également pour ce qu'elles livrent sur les caractéristiques d'une production.

La problématique en fonction de laquelle s'ordonnent les différentes contributions croise une question majeure -l'identité-, un ensemble de sociétés -"le Monde arabe et sa périphérie"- et des situations de ruptures et de recompositions induites par des dynamiques internes et des flux transnationaux de population. Gilles KEPEL s'en explique en "ouverture" de l'ouvrage.

Dans le sillage de travaux antérieurs coordonnés par R. LEVEAU et G. KEPEL, plusieurs études sont consacrées non seulement aux Musulmans dans la société française (Mustapha BELBAH, Henri TERREL, Claire de GALEMBERT) mais encore aux Sénégalais mourides en Italie (Ottavia SCHMIDT di FRIEDBERG) et aux Turcs en Allemagne (Valérie AMIRAUX). Sont également abordés, "aux marges de l'Oumma", le courant panislamiste en Bosnie-Herzégovine (Xavier BOUGAREL) et les réfugiés arméniens en Californie (Nadine GALLERY de LA TREMBLAYE).

Concernant le Monde arabe proprement dit, l'attention se porte principalement sur l'Algérie en crise (Séverine LABAT, Meriem VERGES, Luis MARTINEZ et Abdela-siem EL-DIFRAOUI) et l'Egypte (Claude GUYOMARCH et Dina EL-KAWAGA sur les rapports inter-confessionnels ; Malika ZEGHAL sur la jeunesse Intellectuelle). L'évocation de nouvelles formes d'accès des jeunes Marocains à l'espace public (Mounia BENNANI-CHRAIBI), du dossier du Sahara Occidental (Khadija MOHSEN), de l'islamisme yéménite (Jean-Marc GROSGURIN) et de la *diwaniyya* koweïtite reconstituée à Londres le temps d'un bref exil (Fatima DAZI-HENI) figure d'autres entrées qui permettent de saisir l'ampleur du spectre couvert par l'ouvrage.

Du point de vue des orientations de travail, il serait sans doute abusif de se référer à une "école", que nul, au demeurant, parmi les principaux concernés ne songerait à faire valoir. Il est néanmoins possible d'identifier un courant dont relèvent peu ou prou la majorité des contributions et dont elles offrent des expressions parmi d'autres. Ses traits distinctifs, malgré quelques références à Pierre BOURDIEU (et, l'on s'en doute, à la notion de "champ") et à d'autres oeuvres, fondatrices ou non, ne relèvent pas prioritairement d'enjeux d'ordre théorique. Ils sont à rechercher dans le primat accordé aux acteurs et aux pratiques sur les considérations macro-sociologiques et dans une inclination à privilégier le travail d'enquête fondé sur des entretiens non directs et des récits de vie. Au vu des résultats, force est de constater le caractère fructueux de la démarche.

**ANNALES  
MAROCAINES  
D'ÉCONOMIE**

n° 7 - hiver - 1993

Cette livraison consacre un dossier à l'ajustement structurel et son impact sur l'emploi. En effet, depuis le début des années quatre vingt, le Maroc s'est engagé dans un Programme d'Ajustement Structurel et le principal argument utilisé pour justifier son adoption est la nécessité du rétablissement des équilibres économiques internes et externes. Néanmoins, depuis le début de cette période, la production marocaine a peu augmenté. De fait, l'essentiel de l'effort d'ajustement a porté sur la demande : baisse de la consommation privée et de la dépense de l'État. Autant dire que les modalités utilisées, dans le cadre du PAS, ont été négatives pour l'emploi et le travail. M. BOUTATA constate alors que si le chômage en milieu urbain n'est pas né avec le PAS, son ampleur a été aggravée par un contexte dépressif, malgré la réalisation dans le cadre du programme d'une croissance positive du PIB (*L'emploi urbain durant la première décennie de l'ajustement structurel au Maroc*). Pour M. ZRIOULI, cette antinomie n'est valable que pour une analyse à court terme. Il soutient, au contraire, que l'ajustement et l'emploi sont deux nécessités convergentes (*Réflexions pour une stratégie économique et sociale centrée sur l'emploi au Maroc*).

L'emploi rural donne matière, sous la plume de D. GUERRAOU, à une contribution relative à sa mesure et au suivi de son évolution. La nature même du marché du travail et l'importance de l'exode font des ruraux une réserve de main d'oeuvre pour le secteur urbain et partant des chômeurs en puissance, ce qui justifie l'analyse de l'emploi en milieu rural afin de mieux percevoir les problèmes de l'emploi en général (*Ajustement et emploi en milieu rural : considérations méthodologiques*).

Pour E. AKESBI, le caractère non homogène de la population active étant de plus en plus admis, la mise en place de programmes d'emploi compatibles avec le P.A.S. réclame l'adoption d'une vision plurielle et segmentée du marché de l'emploi (*Ajustement sectoriel et segmentation du marché du travail*).

Dans la partie en langue arabe, le commerce inter-maghrébin fait l'objet d'une étude concernant son volume actuel et ses perspectives dans l'optique d'une plus forte intégration économique des pays concernés.

- ▲ ANNALES MAROCAINES D'ÉCONOMIE - Revue de l'Association des Économistes Marocains - Bd. Moulay Slimane - Résidence Moulay Ismail, appt. 4, Imm. B - Rabat.

**CAHIERS DU CENTRE  
D'ÉTUDES SUR LES  
MOUVEMENTS  
MIGRATOIRES  
MAGHREBINS**

n° 2 - 1993

*L'émigration marocaine vers l'Europe*

A l'heure où l'émigration maghrébine vers l'Europe change de nature et passe d'une mobilité-rotation à une migration de peuplement, des thématiques nouvelles apparaissent. G. TAPINOS détaille les mobilités extra-communautaires et le devenir des populations étrangères au sein de la Communauté Européenne. A l'examen des facteurs susceptibles de ralentir ou de réactiver les migrations, il conjecture une reprise probable des flux à "l'aube du XXIème siècle" et envisage plusieurs scénarii extrêmes : la rupture du système international entraînant des déplacements massifs de population ; la fermeture totale des frontières, d'ici à l'horizon 2000. Il envisage par ailleurs la conciliation probable des nations européennes avec le marché de l'emploi de pays pourvoyeurs de migrants et la mise en place de recrutements sur contrats.

M. BÉNRAÏDI présente les résultats d'une enquête réalisée à Toulouse, entre 1977 et 1981, sur la criminalité et la violence des Maghrébins en Europe. La délinquance des Nord-Africains se présente essentiellement comme une expression d'inadaptation mais non comme un phénomène spécifique.

Appelé à devenir une composante intégrée de la culture néerlandaise, l'Islam est confronté aux réactions de la société d'accueil. R. HALEBER s'interroge sur la place de ce facteur religieux dans la vie sociale et politique néerlandaise, les mécanismes ethnocentriques de la réfutation de l'identité musulmane ainsi que les conséquences éventuelles de rejets sur les migrants musulmans.

La rétroaction de l'émigration sur les sociétés de départ est explicitée par M. AIT HAMZA : les secteurs improductifs, notamment le social et l'habitat ont largement la priorité.

L'accentuation récente des flux migratoires marocains vers l'Espagne s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle orientation de l'émigration vers l'Europe du sud. L'Espagne qui a été un pays exportateur de main-d'oeuvre est devenu à la fin des années 1970 un espace économique attractif. Drainées par une économie souterraine, les migrations s'y effectuent largement en situation clandestine dans des conditions parfois dramatiques. La revue fournit des données récentes sur la communauté marocaine vivant aux Pays-Bas (147 975 personnes) et au Royaume-Uni (14 590 personnes en 1991).

- ▲ CAHIERS DU CENTRE D'ÉTUDES SUR LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES MAGHREBINS  
Université Mohamed Ier B. P. 524 Oujda - Maroc

**CAHIERS D'ÉTUDES  
AFRICAINES**  
n° 129 - 1993

*Mesurer la différence : l'anthropologie physique*

Le projet de classement des groupes humains propre à l'anthropologie physique reposait traditionnellement sur deux paradigmes fondateurs : pour les monogénistes, l'action du milieu était le moteur principal des différenciations "ayant modifié en sens divers un type primitif", alors que les polygénistes évoquaient une démarcation fondamentale et structurelle entre plusieurs races. Les uns et les autres se rejoignaient néanmoins pour reconnaître la réalité de séparations constantes repérables à des attributs morphologiques, bien qu'en aucun cas ils ne se soient entendus pour établir des catégories empiriques de reconnaissance de soi-disant races (G. BOETSCH, J-N. FERRIÉ - *L'impossible objet de la raciologie*).

Dans le contexte colonial, le problème se résuma à offrir une justification "scientifique" aux typifications du sens commun diffusées par les récits de voyageurs (A. THOMPSON - *La classification raciale de l'Afrique du Nord au début du XIXème siècle*). Ce programme, qui n'apporta aucune connaissance positive sur les populations indigènes, convoqua également la linguistique, l'ethnologie et la préhistoire (N. COYE, K. HAOUÏ et F. POUILLON). Favorisant le développement d'une étrange sclérose, cette approche influença aussi le cours de l'anthropologie puisque, à travers le problème des origines berbères, elle formula les premières théories de l'unité méditerranéenne (J-N. FERRIÉ - *La naissance de l'aire culturelle méditerranéenne dans l'anthropologie physique de l'Afrique du Nord*). Or, comme le démontre par ailleurs G. BOETSCH dans le cas de l'Égypte, les travaux généalogiques des anthropologues ne firent que renforcer le mythe des origines de populations anciennement chrétiennes afin d'en préserver la compatibilité avec la construction européenne de l'histoire.

Toutes choses utiles à rappeler puisque, encore de nos jours, le discours de la racioiologie demeure alimenté "par une production de vulgarisation elle-même fondée sur les paradigmes abandonnés de l'anthropologie physique".

- ▲ CAHIERS D'ÉTUDES AFRICAINES - École des Hautes Études en Sciences Sociales - 54, boulevard Raspail - 75006 Paris

**REVUE D'ÉCONOMIE  
POLITIQUE**  
n° 1 - janvier-février -  
1994

La conférence solennelle de signature à Marrakech des accords du GATT par l'ensemble des pays adhérents ne semble pas pouvoir mettre fin aux débats sur la suprématie du libre-échange comme modèle régissant le commerce international. Aussi, M. ALLAIS entend réfuter les fondements théoriques mêmes du libre-échange. Les principes de toute politique libre échangiste s'appuient sur la théorie des coûts comparés, avec comme hypothèse implicite, l'invariabilité des fonctions de production dans le temps et pour chaque pays. Or, notamment dans le cas de l'industrie, aucun avantage comparatif ne saurait être permanent ; par ailleurs dans certains secteurs, comme l'agriculture, la spécialisation de la production consécutive à l'existence de tels avantages ne peut que compromettre l'autosuffisance alimentaire et le développement industriel (*La politique de libre-échange, le GATT et la construction européenne*). Sur un autre plan, la définition et les substrats théoriques de l'*individualisme méthodologique* font l'objet d'une mise au point. H. BROCHIER oppose à cette école sociologique, la position holistique et s'efforce de préciser, à l'égard de ces deux paradigmes, la nature des théories marxistes.

En prenant appui sur les travaux consacrés à la segmentation du marché du travail, B. BAUDRY démontre que les modifications qui affectent les relations de sous-traitance industrielle entraînent la constitution de "firmes réseaux" dont il examine le "fonctionnement architectural".

Un modèle à deux pays avec progrès technique interne, dérivé du modèle de ROMER est utilisé par C. AUBIN pour étudier les possibilités de croissance endogène optimale en économie ouverte. L'analyse conclut à la nécessaire intervention d'un planificateur social commun aux deux pays pour atteindre l'optimum (*Croissance endogène et coopération internationale*).

- ▲ REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE - Editions Dalloz - 11 rue Soufflot - 75240 Paris Cedex.

**REVUE EUROPÉENNE  
DES MIGRATIONS  
INTERNATIONALES**  
vol. 9 n°3, 1993.

Les études présentées dans ce numéro de la REMI ne suivent pas volontairement une problématique commune, elles présentent, en revanche, une appréhension convergente du concept de génération faisant "intervenir des classifications fondées sur l'âge, le genre et l'ethnicité, des expériences et des significations partagées, sans toujours distinguer les termes de cohorte et de filiation que la notion condensée" (M. ELBAZ, F. MORIN).

L'empreinte du temps sur les pratiques identitaires, les formes de mobilisation, les stratégies de visibilité et d'invisibilité que les immigrants mettent en oeuvre pour "s'assurer une place dans la société d'accueil" constituent la même interrogation. Ces deux dernières notions sont présentées à des degrés divers dans les contributions de M. ORIOL et M.-A. HILY, et de F. MORIN. L'invisibilité, selon celle-ci, peut représenter une manière de fuir le stigmate racial alors que pour M. ORIOL elle relève d'un silence identitaire et d'une rétention de la langue dont les conséquences peuvent s'avérer lourdes auprès des deuxièmes générations de migrants désireux d'afficher et de déployer leur appartenance ethnique pour leur reproduction économique et culturelle.

Par ailleurs, D. MEINTEL développe, quant à elle, une étude fondée sur l'emploi nouveau des termes *pan-ethnicité* et *transethnicité* afin de signifier comment des jeunes immigrés issus de groupes variés tentent de construire des liens et des identifications, locales mais aussi globales, de manière à contourner le racisme et de forger des réseaux qui leur assurent une réussite sociale et professionnelle.

Quelle que soit la position que l'on adopte, l'étude des générations demeure l'une des armatures de la mémoire collective et invite à ne pas dissocier modernité et tradition, mais plutôt à considérer comment des éléments culturels sont transposés et déplacés par des acteurs et transmis de génération en génération.

- ▲ REMI - Département de Géographie - Université de Poitiers - 95 avenue du Recteur-Pineau - 86022 Poitiers.

**REVUE FRANCO-  
MAGHREBINE  
DE DROIT**  
n°1 - 1993

Pour son numéro inaugural, la *Revue Franco-Maghrébine de Droit* publie les actes du colloque qui se trouve à l'origine même de sa création. Celui-ci avait réuni les 23 et 24 avril 1993 à Tunis des chercheurs et universitaires français et tunisiens autour du thème "Le juge protecteur des droits de l'Homme". Les différentes contributions passent en revue les multiples acteurs intervenant dans les systèmes judiciaires français et maghrébins : juge civil, pénal, administratif, constitutionnel, international, ministère public... Ce faisant, elles s'interrogent sur les outils mis à la disposition des juges par les textes, ainsi que sur les conditions de leur application réelle en vue de garantir les différentes dimensions constitutives des libertés individuelles : droit à la vie privée, à la sûreté individuelle, liberté de réunion, liberté syndicale et d'association... A partir d'une double influence anglaise (rôle du juge contre les arrestations arbitraires à partir de l'*Habeas Corpus* de 1679) et française (juge judiciaire, contrepoids aux excès possibles de l'ordre administratif), plusieurs de ces outils et procédures se sont en effet diffusés dans le reste du monde et singulièrement au Maghreb avec des adaptations notables. Il faut toutefois constater que la mention explicite, dans la Constitution par exemple, des prérogatives des magistrats en matière de protection de Droits de l'Homme n'est pas forcément une condition suffisante de l'efficacité de leur rôle, bien souvent "tributaire de la bonne volonté de l'administration et du pouvoir politique". Il ressort de cette réflexion commune qu'une meilleure protection des libertés et des Droits de l'Homme a vocation à faire partie des attributions du juge. Elle requiert néanmoins comme préalable la mise en place de mécanismes visant à mettre les magistrats à l'abri de l'influence du pouvoir politique, mais aussi à protéger les justiciables du pouvoir de ces mêmes magistrats.

- ▲ CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES JURIDIQUES SUR L'AFRIQUE FRANCOPHONE -  
52 av. de Villeneuve - 66860 Perpignan Cedex  
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES - 2 ter, rue des Puits-Creusés - 31100 Toulouse

REVUE TUNISIENNE  
DE COMMUNICATIONn° 24 - juillet-  
décembre 1993

Les enjeux de l'apparition de nouvelles technologies dans les domaines de l'information et de la communication (télédiffusion par câble ou par satellite) ne se limitent pas aux aspects techniques ou économiques mais introduisent, au sein même du social, perceptions et pratiques nouvelles. Preuve en est la rapidité avec laquelle les pouvoirs publics, en Tunisie comme ailleurs, se sont attelés à une redéfinition globale du cadre juridique de la communication audiovisuelle (*La Télédistribution : enjeux et perspectives*. R. NAJAR. *Droit tunisien et télévision câblée*. S. KALLEL. *Satellites et radiodiffusion : Passé, présent et avenir, point de vue arabe*. R. BASTI). Des formes nouvelles de la communication s'élaborent également hors des avancées technologiques proprement dites, que ce soit au sein des entreprises, obligées à développer la circulation interne et externe de l'information sous l'effet de la concurrence (*Pourquoi l'entreprise doit-elle communiquer ?* Z. GHARBI) ou dans le champ politique (*Multipartisme, marketing et communication politiques*. Y. DIARI).

Plusieurs contributions questionnent également les médias plus traditionnels que sont la presse écrite et le journalisme radiophonique. Elles s'intéressent aux règles déontologiques susceptibles de réguler l'action des médias (*Moyens non-gouvernementaux d'assurer la responsabilité sociale des médias*. C. J. BERTRAND), aux modes d'influence de ces derniers sur l'opinion publique et sur leur capacité à prendre en compte une identité culturelle spécifique aux pays arabes, dans un contexte de circulation de l'information privilégiant l'importation de modèles de communications élaborés ailleurs (*Réalisation de l'identité à travers le discours médiatique*. A. HIDRI).

Ce numéro comporte également une chronologie tunisienne portant sur l'information (juillet-décembre 1992) ainsi que deux textes de loi marquants concernant la création de l'Office National de Télédiffusion (1 février 1992) et surtout l'amendement du "Code de la Presse" rendu effectif par la loi du 2 août, 1993.

▲ INSTITUT DE PRESSE ET DES SCIENCES DE L'INFORMATION - 7 impasse Mohamed Bachrouch - Montfleury 1008 - Tunis

WATHA'IQ  
n°17, 1992.

Sur la base du constat d'une surabondance des sources et imprimés permettant de retracer une "histoire administrative du protectorat", ce numéro de *Watha'iq* apporte une évaluation de ce matériau et dégage la diversité et la richesse de ce thème.

A travers les documents reproduits, les bibliographies et les historiques, on retrouve un tableau de l'évolution de l'administration centrale de l'Etat depuis la configuration apparue au cours du protectorat. "*La pratique des textes d'archives (littérature grise rédigée dans le secret des bureaux, correspondance politique, documents officiels et publics) a suscité les premières interrogations : la notion de protectorat, cadre et contenu de cette administration est aussi fuyante que floue.*"

Les études sur les administrations régionales, quant à elles, rappellent les dates de création des organismes, de leur succession et de leur évolution ainsi que l'esprit qui a influencé les instances actuelles. L'on ne remonte à l'administration ottomane que pour signaler le changement que va apporter le "bricolage" du protectorat.

Mais c'est principalement dans le fonds imprimé de la bibliothèque de la Résidence que se retrace l'histoire de l'aménagement des différents rouages politiques et services administratifs créés dans la Régence à partir du droit antérieur : "législation coloniale" et "droit musulman" sont les catégories les plus courantes dégagées par les écrits du Centre des Hautes Etudes d'Administration Musulmane (CHEAM), alliant connaissance historique des institutions, intention didactique à l'égard des futurs juristes et considérations idéologiques.

Aussi, en proposant un regard rétrospectif porté sur les archives de l'organisation administrative, *Watha'iq* entend produire un renouvellement ainsi qu'une critique des points de vue.

▲ WATHA'IQ - Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National - 17 rue de Tolède - Manar 1 - 2092 Tunis.

**CENTRE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATION ECONOMIQUE JURIDIQUE ET SOCIALE**

B.P. 494 - Dokki - Le Caire - Egypte

Tel : (202) 361 1932 / 361 3147 - Fax : (202) 349 3518

Mis en place à la suite de l'accord de coopération franco-égyptien de 1968, le CEDEJ poursuit des activités de recherche sur l'Egypte, le Proche-Orient et le Soudan contemporains, sous la double égide de la Sous-Direction des Sciences Sociales et Humaines du Ministère des Affaires Etrangères et du Centre National de la Recherche Scientifique. Sous la direction de Philippe FARGUES, les études sont menées par une équipe franco-égyptienne de vingt-huit chercheurs relevant de plusieurs disciplines en sciences sociales et appartenant à diverses institutions françaises et égyptiennes.

Ils se regroupent en quatre unités, chacune animant un ou plusieurs programmes transversaux qui établissent un lien entre les unités au sein du CEDEJ et entre le CEDEJ et la communauté scientifique locale et internationale.

- L'unité de recherche *politique, histoire contemporaine, droit* regroupe des travaux sur l'histoire sociale et politique de la construction nationale en Egypte, les processus d'émergence et de renouvellement des forces politiques, les systèmes d'action et de représentation à composante religieuse, l'évolution et l'articulation des différentes formes de droit. Elle anime deux programmes transversaux, la *Réforme Sociale en Egypte* et les *Logiques de la conversion et de la démocratisation en Egypte et en Algérie*.

- L'unité *espace et société* conduit une approche pluridisciplinaire de la production sociale de l'espace et de ses effets sur les pratiques, les représentations et les structures sociales. Son programme est consacré à la sociologie historique de la statistique en Egypte.

- L'unité *économie et population* mène des études sectorielles sur l'économie égyptienne et sur la démographie et anime un programme sur l'Economie du Proche-Orient dans une perspective de paix.

- L'unité *socio-linguistique* commence une enquête de socio-dialectologie au Caire et assure, en collaboration avec l'Université de Khartoum, le pilotage du programme *Anthropologie socio-économique et socio-linguistique au Soudan du nord-est*.

A côté de ces quatre unités, l'Observatoire Urbain du Caire Contemporain (créé en 1984) a pris une nouvelle dimension depuis octobre 1993 avec la constitution d'une très vaste base de recherche. En collaboration avec la CAPMAS (homologue égyptien de l'INSEE), cette base permettra l'archivage d'un siècle de données géo-référencées en vue de traitements statistiques et cartographiques.

Le secteur documentaire du CEDEJ gère un fonds qui s'enrichit des échanges avec des centres et des universités de 17 pays. Il comprend 17 000 ouvrages (dont 3/4 en langue arabe), principalement sur l'Egypte et dont l'indexation informatique est à présent réalisée, ainsi que 250 titres de revues spécialisées et de presse, journaux égyptiens depuis 1876 et 600 titres de recueils ou de périodiques statistiques. Enfin, il tient à jour 1500 dossiers de presse contenant 120.000 articles environ, et 1000 fiches renvoyant aux périodiques non découpés.

Les activités de recherche s'accompagnent d'une série de manifestations scientifiques comme par exemple les cinquièmes rencontres franco-égyptiennes de science politique (Le Caire, novembre 1993), la table ronde sur l'ajustement structurel (Le Caire, mai 1994) ou le Colloque sur l'économie de la paix au Proche-Orient (Bruxelles, Juin 1994).

Plusieurs publications rendent compte de ces diverses entreprises : la collection Dossiers, qui a pour but de présenter des documents essentiels sur des questions d'actualité ainsi que des recherches en cours et les actes des colloques du CEDEJ ; la collection Recherches et témoignages, consacrée à des textes importants de l'histoire contemporaine de l'Egypte ; la Lettre d'information de l'OUC, initialement destinée à animer un réseau d'études urbaines, aujourd'hui appelée à devenir le support des recherches de l'OUC dans sa nouvelle version ; enfin, la revue trimestrielle *Egypte/Monde arabe* qui se veut à la fois outil d'analyse et de réflexion scientifique, espace ouvert aux écrits de chercheurs, journalistes et intellectuels égyptiens et recueil de données bibliographiques, juridiques et chronologiques. Une édition semestrielle en langue arabe a été lancée en 1993.

Le CEDEJ remplit en outre une fonction d'accueil pour des doctorants allocataires ou stagiaires de recherche qui peuvent bénéficier à la fois d'un soutien financier et d'un encadrement scientifique, entre autres par la participation aux séminaires et conférences de recherche hebdomadaires.

**R** 30 avril-3 mai **RABAT**  
**La pharmacopée arabo-islamique, hier et aujourd'hui.**

**A** Rencontre internationale co-organisée par AL BIRUNIYA, Association Marocaine de Pharmacognosie d'Etudes Ethnomédicales et de Botanique Appliquée, la Société Française d'Ethnopharmacologie et l'Institut Européen d'Ecologie.

**P** Coordination :  
AL BIRUNIYA  
B.P. 6303 Rabat  
**P** Tél : 67 37 96

**E** 2 mai **TUNIS**  
**Individu, Etat et société dans le Maghreb.**

**L** Table ronde co-organisée par le Centre d'Etudes Maghrébines à Tunis (CEMAT) et la Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales.

**S** Coordination :  
CEMAT  
Impasse Menabrea  
21 bis rue d'Angleterre  
Tunis  
Tél : 246 219

**2-8 mai MARRAKECH**  
**Marrakech : seuils, lectures.**

Manifestation organisée par la revue *Horizons Maghrébins*.  
Coordination :  
Horizons Maghrébins  
5 allée Antonio Machado  
31058 Toulouse Cedex

**3-5 mai TUNIS**  
**Familles et ménages : formes, évolutions (situation en Occident et particulièrement en France).**

Série de conférences-débats animée par Alfred DITGEN, Directeur de l'Institut de Démographie de l'Université de Paris 1 et organisée par le département de Sociologie de la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis.

Coordination :  
Faculté des Sciences Humaines et Sociales  
94 Bd. du 9 avril 1938  
1007 Tunis  
Tél : 260-950  
Fax : 567 551

**3-5 mai ANNABA**  
**Le code du commerce, code des investissements et nouvelles organisations de l'économie algérienne.**

Colloque organisé par l'Institut de Droit de l'Université d'Annaba.

Coordination :  
Université d'Annaba  
Institut de Droit  
B.P. 12  
23000 Annaba  
Tél : 884 34 46

**4 mai RABAT**  
**L'attraction formaliste : économie et mathématiques.**

Séance du séminaire "Savoir économique et modernité" co-organisé par le GERM et l'IRMC. Intervention de Jean-Yves CARO.

Coordination :  
GERM  
8 rue Al Moutannabi  
Agdal  
Rabat  
Tél : 67 47 39  
Fax : 67 47 40

IRMC  
1 rue d'Annaba  
Rabat  
Tél : 76 96 40

**5-7 mai PALMA DE MALLORCA**  
**Spécialisations sectorielles et espaces méditerranéens.**

Colloque organisé par l'Université des Iles Baléares et le Groupe de Recherche sur les Economies Régionales du Bassin Méditerranéen (GERBAM).

Coordination :  
GERBAM  
Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion  
Avenue du Doyen Poplawski  
64000 Pau  
Tél : 59 92 32 97  
Fax : 59 80 75 90

**6-7 mai TUNIS**  
**Les dimensions socio-culturelles des Maghrébins émigrés en Europe.**

Colloque organisé par le Département de Sociologie de la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de l'Université de Tunis 1.

Coordination :  
Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis  
94 Bd. du 9 avril 1938  
1007 Tunis  
Tél : 260-950  
Fax : 567 551

**6-7 mai PARIS**  
**Le renouvellement littéraire au Maghreb dans les trois langues (français, arabe, berbère).**

Journées-séminaires de l'Institut Maghreb-Europe.

Coordination :  
Marguerite Rollinde  
Institut Maghreb-Europe  
Université de Paris 8  
2 rue de la Liberté  
93526 Saint-Denis Cedex 02  
Tél : 49 40 68 67

**7 mai TUNIS**  
**Rôle des ONG femmes dans la consolidation de la société civile.**

Rencontre organisée par l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD).

Coordination :  
ATFD  
6 rue du Liban  
B.P. 107 El Mahrajane  
1082 El Menzah

**A** 8-11 mai **ALGER**  
**Cinquèmes journées du film scientifique.**  
Conférences-débats organisés par  
le Centre de Recherche sur l'Information  
Scientifique et Technique (CERIST).  
Coordination :  
CERIST  
Comité d'organisation du film scientifique  
Rue des trois frères Aissiou  
Ben Aknoun  
BP Hydra  
Alger  
Tél : 79 00 42 / 79 01 96 poste 221

**N** 9 mai **AIX-EN-PROVENCE**  
**Une identité en marche : regard touareg.**  
Séance du séminaire général "Identities"  
organisé par l'Institut de Recherches et  
d'Etudes sur le Monde Arabe et Musul-  
man (IREMAM). Intervention de Hélène  
CLAUDOT-HAWAD.  
Coordination :  
Jean-Paul Pascual  
IREMAM  
5 avenue Pasteur  
13617 Aix-en-Provence  
Tél : 42 21 59 88  
Fax : 42 21 52 75

**O** 9 mai **TUNIS**  
**Un quart de siècle après sa création, quel  
avenir pour la francophonie ?**  
Conférence organisée par le Comité  
directeur de l'Association des Etudes  
Internationales (AEI) de Tunis.  
Coordination :  
AEI  
B.P. 156  
Tunis Belvédère 1012  
Tél : 791 663  
Fax : 796 593

**C** 9-11 mai **PARIS**  
**Nouvelles approches des systèmes de  
concurrence.**  
Colloque co-organisé par la Faculté  
des Sciences Economiques et de Gestion  
de Sfax et l'Université Paris II.  
Coordination :  
Riadh Zghal  
Université de Sfax  
Campus universitaire  
Route de l'aérodrome km 4  
BP 1088  
3018 Sfax  
Tél : 279 828  
Fax : 279 139

**E** 9-12 mai **ZARZIS**  
**Les vecteurs de diffusion de la modernité  
dans le monde arabe et musulman.**  
Colloque organisé par l'Institut  
de Recherches et d'Etudes sur le Monde  
Arabe et Musulman (IREMAM).  
Coordination :  
Noureddine Sraieb  
IREMAM  
5 avenue Pasteur  
13617 Aix-en-Provence  
Tél : 42 21 59 88  
Fax : 42 21 52 75

**S** 14-16 mai **LE CAIRE**  
**Economic Cooperation in the Middle East :  
Prospects and Challenges.**  
Conférence organisée par le Départe-  
ment de Sciences Economiques de  
l'Université du Caire.  
Coordination :  
Prof. Hanaa Kheir-El-Din  
Economics Department  
Faculty of Economics and Political Science  
Cairo University  
Giza  
Fax : (202) 344-4429

**N** 17 mai **TUNIS**  
**Expanding the Discipline of cultural  
Studies : Women, Music and Mass Media  
in Tunisia.**  
Conférence organisée par le Centre  
d'Etudes Maghrébines à Tunis (CEMAT).  
Intervention de Laura ENGEL.  
Coordination :  
CEMAT  
Impasse Menabrea  
21 bis rue d'Angleterre  
Tunis  
Tél : 246 219

**20 mai PARIS**  
**Etat/non-Etat/contre-Etat.**  
Journées-séminaires de l'Institut Maghreb-  
Europe.  
Coordination :  
Institut Maghreb-Europe  
Université de Paris 8  
2 rue de la Liberté  
93526 Saint-Denis Cedex 02  
Tél : 49 40 68 67

**25 mai CARTHAGE**  
**Entre langues et cultures : de la traduction  
en sciences sociales.**  
Séance du séminaire "Savoirs en usage,  
savoirs en partage" co-organisé par Beit-  
el-Hikma et l'IRMC. Intervention de Musta-  
pha KHAYATI.  
Coordination :  
Beit-el-Hikma  
25 avenue de la République  
Carthage Hannibal  
Tél : 277 275  
IRMC - Tunis  
Tél : 796 722

**27-28 mai PARIS**  
**Kateb Yacine : de la poésie à la passion  
théâtrale.**  
Colloque co-organisé par l'Institut Mémoire  
de l'Edition Contemporaine (IMEC), l'insti-  
tut du Monde Arabe et le Centre Culturel  
Algérien de l'Université Paris-Nord.  
Coordination :  
IMEC  
25 rue de Lille  
75007 Paris  
Tél : 49 61 29 29  
Fax : 49 27 03 15

**27-29 mai TUNIS**  
**Islam vécu et enjeux de la sainteté.**  
**L'autorité des saints en Méditerranée**  
**occidentale.**

Colloque international organisé par l'IRMC.  
Coordination :  
Mohamed Kerrou  
IRMC  
20 rue Mohamed Ali Tahar  
Mutuelleville  
1002 Tunis  
Tél : 796 722  
Fax : 761 475

**30 mai-1er juin OUJDA**  
**Le Maroc oriental d'hier à aujourd'hui.**

Colloque co-organisé par la Faculté des Lettres et Sciences Humaines et le Bureau de Coopération Linguistique Educative et Culturelle d'Oujda (BCLEC).  
Coordination :  
BCLEC  
3 rue de Berkane  
Oujda  
Tél : 68 44 04  
Fax : 68 53 82

**31 mai AIX-EN-PROVENCE**  
**Construire et détruire des identités. Pères**  
**et fils dans une société arabe.**

Séance du séminaire général "Identités" organisé par l'Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM). Intervention de Michael GILSENAN.  
Coordination :  
Jean-Paul Pascual  
IREMAM  
5 avenue Pasteur  
13617 Aix-en-Provence  
Tél : 42 21 59 88  
Fax : 42 21 52 75

**31 mai PARIS**  
**Histoire de la recherche urbaine.**

Séance du séminaire du Centre de Sociologie Urbaine. Intervention de Edmond PRÉTECEILLE.  
Coordination :  
Centre de Sociologie Urbaine  
IRESCO  
59-61 rue Pouchet  
75849 Paris Cedex 17

**31 mai-3 juin SIDI THABET**  
**Management stratégique des entreprises**  
**agro-alimentaires au Maghreb central.**  
**Identification des enjeux et des besoins**  
**en formation.**

Séminaire co-organisé par l'Entreprise Nationale de Développement des Industries Alimentaires (ENIAL) et le CIHEAM de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier.  
Coordination :  
ENIAL  
Pr. Abdulhamid Bencharif  
(Réseau GREFAL)  
06 Chemin Javal - Blida  
Algérie  
Tél : 03/41 06 46  
Fax : 03/41 00 83

**1-3 juin MOSCOU**  
**Women, Politics, Environmental Action.**  
Symposium international organisé par Women's Studies, Université de Wisconsin.

Coordination :  
Sarah Harder  
Women's studies  
University of Wisconsin  
Eau Claire WI 54701  
USA  
Tél : (715) 836-5717  
Fax : (715) 836-2380

**2-3 juin FES**  
**La télévision numérique : défis et perspectives, enjeux pour la coopération.**

Colloque international co-organisé par les Ministères des Affaires Etrangères du Maroc et de France.  
Coordination :  
Françoise Parns  
CCA  
54 avenue de la Bourdonnais  
75007 Paris  
Tél : 47 53 72 73  
Fax : 45 56 90 03

**4-6 juin CONSTANTINE**  
**L'état actuel et les perspectives des relations**  
**amont agriculture-industrie dans les**  
**pays du Maghreb.**

Séminaire organisé par l'Université de Constantine.  
Coordination :  
Slimane Bedrani  
CREAD  
Rue Djâmâl Eddine Al-Afghani  
El Hammadia  
16340 Alger Bouzareah  
Tél : (2) 94 12 72 / 94 16 62  
Fax : (2) 94 17 16

**8 juin RABAT**  
**Economistes et savoir économique :**  
**le cas tunisien.**

Séance du séminaire "Savoir économique et modernité" co-organisé par le GERM et l'IRMC. Intervention de Mahmoud BEN ROMDHANE.  
Coordination :  
GERM  
8 rue Al Moutannabi  
Agdal  
Rabat  
Tél : 67 47 39  
Fax : 67 47 40

IRMC  
1 rue d'Annaba  
Rabat  
Tél : 76 96 40

**13-16 juin NAIROBI**  
**Gender, urbanization and environment.**

Colloque organisé par l'Association Internationale de Sociologie (AIS).  
Coordination :  
Diana Lee-Smith  
Mazingira Institute  
P. O. Box 14564  
Nairobi  
Tél : (254) 2 44 32 19  
Fax : (254) 2 44 46 43

**15-16 juin CALGARY**  
**Multidisciplinary Conference on Urban**  
**Studies.**

Conférence co-organisée par The Learned Societies et The Institute of Urban Studies.  
Coordination :  
Dr. Mary Ann Beavis  
Institute of Urban Studies  
University of Winnipeg R3B  
2E9  
Tél : (204) 786-99851  
Fax : (204) 786-1824

**16 juin BOLOGNE**

**Tecnologia, comunicazione, democrazia.**

Conférence organisée par la Commune de Bologne.

Coordination :

Consorzio Università

Città di Bologna

Via Castiglione, 34

40124 Bologna

Tél : 051/204 162

**17-21 juin CAMBRIDGE (Massachusetts)**

**Women, Information, and the Future : Collecting and Sharing Resources Worldwide.**

Conférence internationale organisée par the Arthur and Elizabeth Schlesinger Library, Radcliffe College.

Coordination :

Nancy Grey Osterud

Radcliffe College

10 Garden Str.

Cambridge

Massachusetts 02138

USA

Tél : (617) 495-8647

**23-24 juin LA BAUME-LES-AIX**

**Problématiques de la littérature dans les situations de contact de langues : concepts et instruments de l'analyse.**

Rencontre organisée par l'URA 1041 du CNRS.

Coordination :

Michel Beniamino

Palais Valrose

16 avenue Fragonard

06000 Nice

Tél : 92 09 58 04

**29-30 juin BRUXELLES**

**The Economy of the Middle East in a Perspective of Peace.**

Conférence organisée par le Centre d'Etudes et de Documentation Economique, Juridique et Sociale (CEDEJ).

Coordination :

Louis Blin

CEDEJ

14 Gamayet El Nlsr

Mohandessin/Dokki

Cairo

Fax : (202) 349-3518

**30 juin - 3 juillet STRASBOURG**

**Les chantiers de la recherche.**

Neuvième rencontre des chercheurs sur le monde arabe et musulman co-organisée par l'AFEMAM et l'URA D 1540 du CNRS.

Coordination :

Association Française pour l'Etude du

Monde Arabe et Musulman

(AFEMAM)

Université de la Sorbonne Nouvelle (Paris III)

UFR Orient-Monde Arabe

13, rue de Santeuil

75005 Paris

**12-14 juillet MANCHESTER**

**Culture : Unity and Diversity.**

Conférence annuelle de la BRISMES (British Society of Middle Eastern Studies).

Coordination :

Dr Philip Sadgrove

Dept. of Middle Eastern Studies

University of Manchester

Oxford Road

Manchester M 139 PL

**15-16 juillet TUNIS**

**Gouvernance et pauvreté urbaine**

Table ronde organisée par l'IRMC, le Centre for Urban and Community Studies, (Université de Toronto) et la Fondation Ford (Le Caire)

Coordination :

M. Kharoufi

IRMC

20 rue Mohamed Ali Tahar

Mutuelleville

1002 Tunis

Tél : 796 722

Fax : 761 475

**27-29 juillet DUNKERQUE**

**Deuxième université d'été euro-maghrébine.**

Journées organisées par l'Institut de Formation Européen et de Coopération et le Club Europe-Maghreb (IFEC).

Coordination :

Hélène Perigny

IFEC

rue du vieux Berquin

ZI du Fer à cheval

59190 HAZEBROUCK

Tél : 28 29 24 20

Fax : 28 48 66 60

**19-22 septembre PARIS**

**Les sciences hors d'Occident au XXème siècle.**

Colloque co-organisé par l'ORSTOM et l'UNESCO.

Coordination :

Laurence Porges

ORSTOM

213 rue La Fayette

75010 Paris

Tél : 48 03 79 02

Fax : 48 03 08 29

**APPELS A CONTRIBUTION**

**21-24 septembre MARRAKECH**

**Conception, naissance et petite enfance au Maghreb : approches anthropologiques.**

Colloque organisé par la Faculté des Sciences Semlalia de l'Université Cadi Ayyad.

Coordination :

ER d'Ecologie Humaine

Faculté des Sciences Semlalia

Bd. Prince Moulay Abdallah

Marrakech

**IRMC -Rabat Séminaire Terrains**

Si la pratique du terrain et de l'observation empirique constitue des recommandations distinctives et constitutives des sciences sociales modernes, il est aisé de constater que les différentes disciplines de ces sciences sont loin d'afficher les mêmes traditions de collecte, d'enregistrement des données sociales/historiques et qu'elles y attachent des enjeux et des ambitions bien distincts.

De manière à explorer ces diversités, sinon ces divergences, sur la base d'expériences concrètes et vécues de recherche, en fonction des effets de savoir qu'elle impliquent (le moindre n'étant pas d'exprimer et d'attester la multiplicité des formes et des sens du social) un groupe pluridisciplinaire de réflexion se réunit chaque mois au Centre de Rabat de l'IRMC. Depuis septembre 1993, ce groupe s'est employé à percevoir les termes de la *relation* au terrain ; relation doublement entendue comme contact situé et comme témoignage.

*Calendrier des réunions 1993-1994*

4 Octobre

**Abdelghani Abouhani**

Enseignant à Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme de Rabat  
*Science politique et terrain au Maroc*

1 Novembre

**Susan Ossman**

Chercheur à l'IRMC - Responsable du Centre de Rabat  
*L'ethnologie et l'esthétique*

8 Novembre

**Mokhtar EL HARRAS**

Professeur à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Rabat  
*L'écriture des récits de vie*

3 Janvier

**Fatima HAJJARABI**

Maître assistant à la Faculté des Sciences de l'Education de Rabat  
*Faire l'ethnologie de son propre terrain*

7 Février

**Soraya SLIMANI**

Doctorante à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales Paris  
Recherches en cours à Figui (Maroc oriental)

**Alain JAUVION**

Allocataire de recherche à l'IRMC  
Recherches en cours chez les Zemours (Maroc central)

7 Mars

**Hassan RACHIK**

Professeur à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Casablanca  
*Ethnographie et rituels*

2 Mai

**Khadija EL MADMAD**

Professeur à la Faculté de Droit de Casablanca  
*Droit et pratiques : expérience d'une juriste au Soudan*

6 Juin

**Françoise NAVEZ-BOUCHANINE**

Maître de conférence à Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme de Rabat  
*Terrains de recherche et terrains professionnels*

27 Juin

**Abderrahmane LAKHSASSI**

Professeur à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Rabat  
*Terrain et distanciation*

SEMINAIRE ANNUEL DE RECHERCHE  
Carthage  
IRMC - BEIT AL-HIKMA

Septième séance  
20 avril 1994

Jean-Louis BESSON

Docteur en Sciences Economiques, Maître de conférences à l'Université Pierre MENDES-FRANCE de Grenoble ; Chercheur au CUREI (Centre Universitaire de Recherches Européennes et Internationales).

**La construction statistique des faits économiques et sociaux**

Les plus récents débats qui animent les professionnels de la statistique, expriment un partage entre "réalistes" et "relativistes". Les premiers, aussi qualifiés par les seconds de "fétichistes", postulent que les data issues du comptage des choses sociales entretiennent un rapport de vérité à la réalité ; les seconds, définis en retour comme des "nihilistes", soutiennent que les résultats statistiques sont des arte facts qui peuvent convenir à décrire l'empirie mais qui ne lui correspondent jamais.

Par-delà ce débat, la mise en oeuvre directe des techniques d'observation statistique, comme processus de modélisation de la réalité économique et sociale, suppose l'accord sur trois ordres d'énoncés.

Les données statistiques sont constitutivement inexactes, soit par les sources dont elles émanent, soit du fait de l'appareillage qui sert à les constituer. Elles sont à apprécier selon leurs marges de précision et selon le compromis à l'erreur qu'elles proposent.

Le classement des phénomènes sociaux est un enjeu social et professionnel : l'objectivation statistique n'est pas synonyme d'objectivité (au sens que donne traditionnellement à ce mot la théorie de la connaissance). La neutralité du statisticien n'implique pas que les statistiques soient neutres. Elles ne sont pas pour autant absurdes, arbitraires ou fallacieuses : la modélisation statistique durcit et -parfois pétrifie- des représentations préexistantes qu'elle contribue ensuite à valider.

Néanmoins, les indicateurs statistiques constituent des "boîtes noires", satisfaisant un principe d'économie aussi longtemps que leur efficacité est suffisante. S'il est inutilement coûteux d'ouvrir toutes les boîtes noires, il est indispensable de les soumettre en permanence à évaluation.

(notes de séance)

Jean-Louis BESSON a coordonné une série de publications sur les statistiques :

- *Des mesures*, 1984, PUL (Presses Universitaires de Lyon), avec Maurice COMTE
- *L'observé statistique. Sens et limites de la connaissance statistique dans les pays développés et en voie de développement*, 1989, PUL/Toubkal, avec Lahsen ABDELMALKI
- *La cité des chiffres*, 1992, Eds Autrement, Collection "Sciences en société", N° 5

Par ailleurs, Jean-Louis BESSON a participé aux travaux du Commissariat Général du Plan, 1984-1987 : *L'évaluation des politiques de chômage. Eléments de problématique* avec Maurice COMTE et Paul ROUSSET et de la Mission Interministérielle Recherche Expérimentation (MIRE 1989-1992 : *La notion de chômage en Europe. Analyse comparative* avec Maurice COMTE).

Huitième séance  
25 mai 1994

Mustapha KHAYATI

Chercheur à l'IREMAM (Institut d'Etudes et de Recherches sur le Monde Arabe et Musulman CNRS-Aix-en-Provence).

**Entre langues et cultures : de la traduction en sciences sociales**

Les recherches de Mustapha KHAYATI concernent les Idées politiques dans l'histoire arabe et musulmane. Outre ses propres publications, on citera parmi ses travaux de traduction :

- Ail OUMLIL, *L'Islam et l'Etat national*, Editions Le Fennec, Casablanca : 1993
- Direction de traduction vers l'arabe :
- K. PAPAIOANNOU, *L'idéologie froide*, Ouyoun al-Maqâlât, Casablanca : 1991
- M. HORKHEIMER, *Théorie traditionnelle et théorie critique*, Ouyoun al-Maqâlât, Casablanca : 1991

**SEMINAIRE ANNUEL  
DE RECHERCHE**  
Rabat  
IRMC - GERM

**Septième séance** **Noureddine EL AOUI**

27 avril 1994

Professeur d'Economie à la Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales - Université Mohamed V - Rabat ; Rédacteur en chef des *Annales Marocaines d'Economie*

**L'entreprise marocaine entre le paradigme organisationnel et le paradigme sociétal**

La question posée est celle du type de relation observable dans les entreprises marocaines entre le modèle d'organisation du travail et le modèle social.

A supposer que la technique fonde le monde moderne (HEIDEGGER) et que la division du travail soit reliée à la rationalité (Adam SMITH), il convient d'opérer une distinction entre la rationalité générique et la rationalité idiosyncrasique. La première implique une cohérence d'ensemble entre plusieurs paradigmes (culturels, sociaux, technologiques et organisationnels). Elle est absente des entreprises marocaines si l'on en juge par l'absence de congruence entre l'organisation professionnelle et la technique.

Sur la base de travaux d'enquêtes, il est possible, abstraction faite du secteur informel, de dégager deux types d'entreprises. La grande majorité d'entre elles (petites à moyennes entreprises) se caractérisent par un procès de travail a-rythmique, la centralité de l'ouvrier de métier, l'hétérogénéité du dispositif technique et une déconnexion avec la législation du travail. Une seconde catégorie (moyennes à grandes entreprises) témoigne d'une organisation productive relevant du taylorisme et du fordisme mais sans intégrer la dimension sociale de ces modèles.

En d'autres termes, les modes de gestion des ressources humaines et les stratégies non coopératives des partenaires sociaux contrecarrent les performances et les gains de productivité induits par la rationalisation des procédés et le processus de modernisation technologique. L'enjeu est d'autant plus important que la compétitivité hors prix est devenue pour les entreprises marocaines une contrainte externe : l'évolution à l'échelle mondiale porte désormais sur la composante qualitative de la productivité et non plus seulement sur l'avantage comparatif du coût salarial. A cet égard, l'attraction exercée par le "modèle japonais" ne saurait prêter à malentendu. Celui-ci relève d'une rationalité générique assumant un compromis institutionnalisé entre salariés et entreprises. Il tendrait à souligner que pour les entreprises marocaines l'avenir se joue davantage au niveau de l'organisation des relations professionnelles que de la technique.  
(notes de séance)

Noureddine EL AOUI a publié

*La régulation du rapport salarial au Maroc* - Rabat, Editions de la Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales, 1994 (2 volumes) et de nombreux articles (*Bulletin Economique et Sociale du Maroc, Lamalif, Signes du Présent,...*) relatifs aux enjeux et aux lieux de la crise et du sous-développement.

**Huitième séance**  
4 mai 1994

**Jean-Yves CARO**

Agrégé de sciences économiques, Professeur à l'Université de Panthéon-Assas ; Secrétaire général de l'Association Française de Science Economique.

**L'attraction formaliste : économie et mathématiques**

Les travaux de J.Y CARO portent sur l'économie judiciaire et sur l'épistémologie économique. On mentionnera :

- *Les économistes distingués*, Paris, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1993.

- Le néo-poppérisme est-il soluble dans l'empirie ? (en collaboration avec Robert FERRANDIER), *Cahier de l'Association Charles GIDE*, 1987, Vol. 1.

- *Formes théoriques de la monnaie et structures du champ du discours économique*, Paris, Université Panthéon-Assas, multigraphié, (Communication au colloque AFSE sur la méthodologie économique).

**Neuvième séance**  
8 juin 1994

**Mahmoud BEN RHOMDANE**

Professeur d'Economie à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis Vice-président du CODESRIA (Conseil pour le Développement de la Recherche Economique et Sociale en Afrique) Dakar

**Economistes et savoir économique : le cas tunisien**

# S O M M A I R E

<b>POSITIONS DE RECHERCHE</b>	3
La vie exemplaire d'Abdelkader ou : "Ce jour-là, les croyants se réjouiront" Lecture-discussion de Bruno ETIENNE : Abdelkader. <i>Isthme des isthmes (Barzakh al-Barazikh)</i> Luc BARBULESCO	
<b>Réponse à Kmar KCHIR-BENDANA</b>	8
par Fanny Colonna et Zakya Daoud, à propos de <i>Etre marginal au Maghreb</i> Fanny COLONNA et Zakya DAOUD	
<b>RECHERCHE EN COURS</b>	10
<b>INGÉNIEURS ET MÉDECINS DANS LE MONDE ARABE</b> Projet de développement et identités professionnelles Elisabeth LONGUENESSE et Roland WAAST	
<b>VENT DE PARAITRE</b>	16
<b>REVUES</b>	20
<b>ESPACES DE RECHERCHE</b>	24
<b>CALENDRIER SCIENTIFIQUE</b>	25
<b>ACTIVITES DE L'IRMC</b>	29

## المحتويات

3	<b>مواقف بحث :</b> الديانة النهائية للأمير عبد القادر، قراءة تذكارية لكتاب برونو اتيان حول عبد القادر، برزخ البرازخ لوك بربولسكو
8	رد فاني كولونا وزكية داود، على مقال قمر كشير بن دانة حول كتاب الها مشية في المغرب العربي
10	<b>بحوث بصدد الإنجاز :</b> الهندسون والأطباء في العالم العربي، المشروع التنموي والهوية المهنية آيزبات لونقناس و غواون واست
16	أذن ما صدر
20	المجلات
24	فضاءات البحث
25	البرنامج العلمية
29	انشطة معهد البحوث المغربية المعاصرة